



THINK • STIMULATE • BRIDGE

Research Paper

Juin 2016

La Russie et le Maghreb

Abdallah SAAF

RP-16/05



THINK • STIMULATE • BRIDGE

La Russie et le Maghreb

Abdallah SAAF

A propos d'OCP Policy Center

OCP Policy Center est un think tank marocain « policy oriented », qui a pour mission de contribuer à approfondir les connaissances et à enrichir la réflexion autour de questions économiques et de relations internationales revêtant un enjeu majeur pour le développement économique et social du Maroc, et plus largement pour celui du continent africain. À cet effet, le think tank s'appuie sur des productions analytiques indépendantes et un réseau de partenaires et de chercheurs de premier plan, dans l'esprit d'une plateforme ouverte de discussions et d'échanges.

Porteur d'une « perspective du Sud », celle d'un pays à revenu intermédiaire africain, sur les grands débats internationaux ainsi que sur les défis stratégiques auxquels font face les pays émergents et en développement, OCP Policy Center apporte une contribution sur quatre champs thématiques majeurs : agriculture, environnement et sécurité alimentaire; développement économique et social ; économie des matières premières ; et géopolitique et relations internationales.

Sur cette base, OCP Policy Center est activement engagé dans l'analyse des politiques publiques et dans la promotion de la coopération internationale favorisant le développement des pays du Sud. Un de ses objectifs est de contribuer à l'émergence d'une « Atlantique élargie », dont le potentiel reste très largement sous-exploité. Conscient que la réalisation de ces objectifs passe essentiellement par le développement du Capital humain, le think tank a pour vocation de participer au renforcement des capacités nationales et continentales en matière d'analyse économique et de gestion.

OCP Policy Center

Ryad Business Center – Aile Sud, 4^{ème} étage - Mahaj Erryad - Rabat, Maroc

Website : www.ocppc.ma

Email : contact@ocppc.ma

Tél : +212 (0) 537 27 08 60 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

A propos de l'auteur, Abdallah SAAF

Abdallah Saaf est Senior Fellow à OCP Policy Center et professeur de sciences politiques à l'université de Mohamed V à Rabat. Il est directeur du Centre des Etudes et Recherches en Sciences Sociales et président fondateur de l'Association marocaine de sciences politiques. Il dirige également la revue Abhath (Revue marocaine de sciences sociales).

Abdallah Saaf a été membre de la Commission de révision de la constitution marocaine de juillet 2011 et membre du comité scientifique du Forum Mondial des Droits de l'homme. Il fut notamment Ministre de l'Education Nationale au cours de la période du gouvernement de l'Alternance (1998-2004). Le Professeur Saaf dirige la publication régulière d'un Rapport stratégique du Maroc depuis 1995.

Résumé

De nombreux auteurs tentent de décrypter le sens de la politique russe dans ses relations avec le monde d'aujourd'hui. Le mot d'Obama qualifiant la Russie de puissance régionale avait de quoi provoquer les élites politiques russes qui développent une autre image de la place de leur pays dans le monde d'aujourd'hui. Il se dégage bien un relatif consensus des élites russes sur la nécessaire grandeur de la Russie.

De fait, on comprend à travers les derniers événements que se faire reconnaître par les Etats-Unis apparaît comme l'un des objectifs majeurs de son approche des relations internationales. La Russie semble s'être repositionnée dans l'Europe de l'Est postsoviétique. La volonté de réémergence qui se dégage depuis à partir de l'ensemble de sa démarche semble pouvoir se combiner avec une grande flexibilité de son comportement. Ainsi a-t-elle pu convaincre les Américains de travailler directement avec elle au lieu de le faire dans le cadre de groupes de travail plus larges sur l'Iran¹ ? De même, parut-elle sur le point de conclure une entente avec eux sur la Syrie ? Elle n'hésite pas non plus à l'occasion à tenter de s'entendre avec l'Arabie Saoudite sur le pétrole.

1. Al Arabi Al Jadid, 16 mars 2016

La Russie et le Maghreb

Sur le sens et le contenu de la quête de retour de la Russie comme puissance, nombre d'analyses ont été produites. Dans le retour de la Russie, l'importance du positionnement régional, Machrek, Maghreb, Balkans, Caucase, Asie, Amérique latine, Afrique, est manifeste. Dans les représentations des dirigeants russes, des interférences existeraient entre les différentes régions : se dégageraient avec force des liens entre la situation en Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, l'arc du Sahel à la Corne de l'Afrique, comme l'illustrerait l'épisode malien. La situation a été d'une gravité telle que la Russie a finalement accepté l'opération militaire de la France contre l'extrémisme alimenté par les armes et les combattants venant notamment de Libye, en dépit des réserves exprimées au départ².

Le positionnement régional constitue l'une des entrées de la Russie pour confirmer son retour sur le devant de la scène internationale. Le rapport de la Russie aux différentes régions du monde reste toujours tributaire de ses relations avec les Etats-Unis. La période soviétique a vu se développer un rapport consistant avec le Maghreb tantôt sur la base d'affinités politiques, de positionnements géostratégiques dans le contexte de la guerre froide, tantôt sur la base d'intérêts économiques de différente nature³. Qu'en est-il ? Si la centralité du Machrek, où la Russie est très active, est reconnue, dans quelle mesure cette démarche fait-elle une place à une région comme le Maghreb ? Et pour chacun des pays de la région, quels sont le sens et l'importance des relations avec la Russie ?

Deux grandes interrogations appellent l'analyse :

- L'état des rapports de la Russie avec le Maghreb, à la différence du Machrek, atteste d'une volonté de déploiement sur l'ensemble de la région ;
- L'analyse des relations proprement maghrébines de la Russie

I. Le nouveau cadre des relations entre la Russie et le Maghreb

L'objectif de la Russie de s'affirmer comme grande puissance donne tout son sens à la place du Maghreb dans ce projet. Il semble qu'il n'y ait rien de particulier à signaler, en dehors de quelques avantages géopolitiques notoires et des perspectives politiques et économiques pour le moment limitées. Le projet russe trouve un environnement favorable, en raison du besoin ressenti par ces pays d'un monde multipolaire, de meilleur équilibre. La période unipolaire américaine vécue après la chute de feu l'Union soviétique leur a souvent fait vivre des moments difficiles.

Dans cet examen de l'évolution russe, il importe de saisir la place des différentes régions du monde, et en particulier celle du Maghreb. L'attention russe apportée aux relations avec les pays de cette zone est-elle liée à l'importance de la liaison naturellement établie entre le Maghreb et

2. Margelov Mikhail, Russia's Vision for the Middle East and North Africa, communication, Chatham House, 10 Décembre 2013.

3. Saaf Abdallah, Les relations maroco-soviétiques, in Actes de la journée organisée par les lauréats des universités et instituts soviétiques, 1er novembre 1988, Faculté de Médecine et de Pharmacie de Rabat. Voir aussi l'article de Waterbury John.

le Machrek ? Le contexte de l'après printemps arabe dans les deux sous-régions, en particulier en Syrie et en Libye, a incontestablement profité à la réémergence de la puissance russe et établi des passerelles entre les deux sous-régions.

A. La réémergence de la puissance russe et le déploiement régional

La démarche de l'Etat russe a souvent été globalement interprétée comme le désir de ses dirigeants de réparer les dommages causés par son effacement régional des années 90, au temps où Moscou était davantage préoccupé par ses problèmes internes. Après le démantèlement de l'Union Soviétique, processus défini a posteriori comme « la plus grande catastrophe géopolitique du XXI^{ème} siècle », - un effondrement sans précédent dans l'histoire des fins d'empires -, plusieurs moments peuvent être distingués dans l'actuelle tentative de reprise russe : une redéfinition de ses rapports au contexte européen, et avec l'Europe occidentale dont elle souhaitait se rapprocher, et la recherche d'une parité avec les Américains. Au cours de la phase en cours, beaucoup s'accordent à dire que le projet russe ne se décline plus comme auparavant par l'obsession de la recherche de parité avec les Etats-Unis⁴. La Russie semble avoir procédé elle-même à une redéfinition de la puissance.

La tâche de restauration de la superpuissance perdue n'entendait pas se laisser réduire à l'état de puissance secondaire ou de substitution, mais la fait aspirer à la construction d'une puissance en bonne et due forme, appuyée notamment sur la recherche de partenaires et de débouchés au delà des amitiés héritées de l'époque soviétique. En prônant les principes de paix, de sécurité, de stabilité, de démocratisation du système international, de la décision collective, concernant les problèmes globaux, de primauté du droit international, du rôle central des Nations Unies, de la sauvegarde de la souveraineté, elle semblait au départ davantage intéressée par un déploiement vers l'Asie.

Les circonstances de la région arabe au cours de la dernière décennie semblent avoir refondé la politique arabe de la Russie dans le cadre de sa politique globale. Se faire reconnaître une grande place dans le monde d'aujourd'hui semble à ses yeux reposer sur un rapport particulier avec le Moyen Orient global, mais aussi sur les perceptions d'insécurité de la Russie, face à l'aventurisme de l'Occident dans la région depuis au moins le 11 septembre 2001. La dimension sécuritaire a donc joué manifestement un rôle central. La Russie a la tâche facile de démontrer les flottements et incohérences occidentales : complaisance à l'égard d'Israël, responsabilité dans l'échec du processus de paix israélo-palestinien, lâchage brutal de Moubarak, non-respect des lignes rouges tracées par les puissances occidentales sur la Syrie, mollesse supposée vis-à-vis du programme nucléaire iranien. La démarche russe se base sur l'idée que les Occidentaux ne se sont pas montrés crédibles dans le traitement des affaires du Proche-Orient. Le Moyen-Orient arabe se présenterait aussi comme le champ des possibles pour une puissance russe cherchant à rejeter toute forme d'ingérence occidentale, et à participer directement avec les Etats-Unis, au règlement des crises de la région.

Selon nombre d'observateurs, la Russie travaillerait à partir d'une configuration où l'Iran est considéré comme un acteur incontournable, dans le cadre d'un axe Moscou-Téhéran-Damas, voire Beyrouth et Bagdad. Il en ressortirait deux alliances qui s'affrontent : les chiites et les Russes face à un Occident allié aux sunnites. Depuis la crise financière, et la guerre de Géorgie, les guerres d'Irak et d'Afghanistan, la

4. J.N, La Russie au Moyen Orient. La puissance en question, in Ramsés, 2015, pp 268-271.

Russie aurait pris acte d'un déclin des Etats-Unis⁵, en tout cas un certain désengagement des grands problèmes de la région, et elle a opéré en conséquence un retour stratégique au Moyen-Orient. Cependant, la démarche russe semble plus complexe et les lignes tracées par ces représentations s'entremêlent souvent.

La crise syrienne apparaît de ce point de vue comme un miroir révélateur. Sur cette question, le rôle diplomatique de la Russie s'est voulu déterminant. Au fond, Moscou découvrait à l'occasion que la puissance est de moins en moins mesurable en termes de forces comparées, surtout lorsque celles-ci sont fortement inégales. Elle se mesurerait en termes de possibilités d'action dans des situations déterminées⁶. Ainsi, elle a pu saisir des fenêtres d'opportunité lui permettant de faire aboutir l'accord américano-russe du 14 septembre 2013 sur l'élimination des armes chimiques en Syrie.

Deux types de récits peuvent rapprocher davantage du sens de la démarche globale et régionale de la Russie à l'égard de la région Mena sans l'épuiser entièrement:

La démarche russe s'éclaircirait à travers un premier récit : « beaucoup de gens pensaient à l'époque que notre jeune démocratie ne représentait pas la continuation de l'Etat russe mais son effondrement définitif, qu'elle n'était que l'ultime étape de l'agonie interminable du système soviétique. Ceux qui pensaient cela avaient tort. »⁷. Tout serait parti d'un fait divers presque anodin : la veille de l'atterrissage des avions de l'Otan, a eu lieu une tentative russe de prise de Pristina dans la nuit du 11 au 12 juin 1999 en Bosnie Herzégovine. La Russie a essayé de préempter le site en quelque sorte, avant d'être obligée de l'évacuer par la suite. Le moment Pristina fut un épisode clé de la perception, mais en même temps il apparaissait comme une sorte de baroud d'honneur. Plus tard elle se retira même du Kosovo et de la Bosnie, en raison de l'intérêt géostratégique qui lui sembla en fin de compte limité. Dans son discours sur la Crimée, Poutine a évoqué le précédent kosovar, en plus du bilan décevant des transformations intérieures des années 1990, il s'en dégage un sentiment d'impuissance face au remodelage de l'Europe par l'Occident, et après le 11 septembre 2001, le remodelage du monde entier. Les lignes géopolitiques ne paraissaient pas tracées de manière définitive. Les Russes observaient inquiets l'extension de l'influence occidentale à l'Est. La Russie a pu adhérer au G7, à sa grande satisfaction, dans la mesure où cela lui permettait de réaliser l'objectif de l'époque eltsinienne repris dans un premier temps par Poutine : intégrer la communauté occidentale. Mais cela lui donna aussi l'occasion de mesurer la défiance quasi structurelle que l'Occident ressentait vis-à-vis d'elle. La guerre de Crimée constitue un virage fondamental. L'argument invoqué par la Russie n'était pas tant la sécurité du monde russe⁸. Le problème se réduirait à une question « historico-national locale », visant la consolidation de la société russe et la délimitation de son cercle propre. Il traduirait une sorte d'isolationnisme culturel, psychologique, et non un expansionnisme géopolitique⁹. Le projet de l'Union Eurasiennne, considéré comme l'environnement le plus souhaitable pour la Russie et contre les menaces imprévisibles, se comprendrait dans ce sens.

5. Ibid. Une distinction semble ainsi s'établir entre l'étranger proche et l'étranger lointain : en 2013, le volume des échanges entre la Russie et l'Afrique était proche de 5 milliards de dollars, loin des 200 milliards d'échanges réalisés par la Chine. Les principaux partenaires de la Russie sur le continent sont en Afrique du Nord, avec en tête l'Egypte et le Maroc. L'Afrique noire représente 2% de l'ensemble des exportations militaires russes dans le monde, alors même que cette zone occupe la 9e place mondiale en matière de dépenses pour la défense. En 2013-2014, la Russie a signé 25 contrats pour 1,7 milliard de dollars.

6. Ibid. Gomart Thomas, Russie de « la grande stratégie » à la « guerre limitée », in *Politique étrangère*, été 2015, Ifri, pp 25-38

7. Discours de Vladimir Poutine devant l'Assemblée fédérale, 25 avril 2005, <http://archive.kremlin.ru/text/appears/2005/04/87049.shtml>

8. Loukianov Fiodor, La Russie, une puissance révisionniste, in *Politique étrangère*, été 2015, Ifri pp 11-24

9. Entretien avec Krastev Ivan, in *Russia Today*, sur <http://russian.rt.com/inotv/2014-11-01/Politolog-Rossiya-vstala-na-put>.

Ce faisant, les dirigeants russes actuels auraient repris à leur compte la vision du monde développée déjà par Soljenitsyne dans *Comment réaménager la Russie ?* (1990), articulant un retour aux valeurs conservatrices et traditionnelles, et la définition d'une aire culturelle et politique propre, comprenant l'Union Eurasiennne, et principalement la Biélorussie et le Kazakhstan, plus l'Ukraine¹⁰. Les événements de Maidan forcèrent cependant le centre de décision russe à établir une nouvelle ligne de défense. L'objectif russe en Ukraine a été davantage de se protéger contre un environnement qui marquait une progression rampante sur ses zones avancées. Il s'agissait non pas d'une expansion impériale, mais de l'édification d'une barrière entre elle et l'occident, une frontière nationale. « La Russie se concentre(r)ait sur elle-même ». Il s'agit d'un renfermement. En 2014, la Russie a érigé entre elle-même et l'Occident une barrière basée sur la capacité opérationnelle de ses forces armées, le rejet idéologique, et la réduction des échanges. Ce dernier point s'expliquerait principalement en vérité par ses performances économiques limitées. Le discours de Poutine reflète une prise de conscience russe selon laquelle le monde n'existerait pas en dehors de l'Amérique. Le départ anticipé du chef de l'Etat russe du G20 lors de la réunion en Australie en est entre autres le résultat.

Derrière la démarche russe, un autre récit est fréquemment invoqué: le discours de Poutine à la conférence de Munich en 2007 sur la sécurité serait un moment crucial. Il y protestait contre la tentative d'encerclement de la Russie par les révolutions « colorées » qui a débuté dès 2003 en Géorgie, s'est étendu à l'Ukraine en 2004, puis en Kirghizie l'année suivante, sans oublier les déclarations américaines faisant état de la mise en place d'un bouclier de missiles en Tchéquie, en Pologne et récemment en Roumanie. Alors que l'Amérique était occupée à faire la guerre en Afghanistan et en Irak, la Russie de Poutine répliquait d'abord en Géorgie qu'il recadrerait politiquement par la voie militaire en août 2008, la délestant de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, mais par la suite, par la récupération d'abord politique de l'Ukraine en appuyant le candidat Victor Yanokovitch aux élections de 2010. Dans ce sens, la création de l'Union Eurasiennne en 2014 est un repère important dans cette marche vers un repositionnement de la Russie. La reprise occidentale de l'Ukraine a été suivie par la guerre de Crimée¹¹. Moscou ne pouvait accepter de subir les sanctions décrétées par les pays occidentaux la traitant comme un vulgaire Etat voyou du Tiers Monde : en représailles, elle abandonna l'idée d'un pipeline vers l'Europe pour annoncer un pipeline depuis la Turquie malgré son désaccord avec celle-ci sur la question syrienne, avant la dégradation de leurs relations. Puis, eut lieu finalement l'intervention militaire en Syrie et ses suites.

N'étant ni une puissance économique, ni idéologique, la question se pose de savoir si la Russie peut être aujourd'hui une puissance au sens stratégique. Notons la grande différence d'approche avec la Chine dont la démarche consiste à construire d'abord de la puissance économique, la puissance stratégique devant venir après.

B. La réémergence de la puissance russe et le contexte de l'après printemps arabe

La Russie a dès le départ opéré une lecture pessimiste des printemps arabes. Des constantes semblent se dégager à travers son attitude. Elle a constamment privilégié les rapports avec les Etats, le droit de ce dernier de parler au nom des groupes nationaux, leur stabilité territoriale. Mettre l'accent sur l'institutionnel, à l'encontre de tout ce qui peut menacer l'organisation territoriale politique existante, est une position de principe dans la conception russe présente des relations

10. Soljenitsyne dans *Comment réaménager la Russie ? Réflexions dans la mesure de mes forces.* Fayard, paris, 1990.

11. Loukianov Fiodor, *La Russie, une puissance révisionniste*, ibid, pp 11-24

internationales. Son approche a quelques fois été qualifiée d'immobiliste, de conservatrice, mais pour l'essentiel, la Russie n'a eu de cesse de refuser toute ingérence étrangère et d'affirmer son attachement au principe de souveraineté nationale¹². La Russie appelait l'attention du monde sur le risque de substitution des régimes islamistes à des régimes dictatoriaux. Les islamistes porteurs de projets d'islamisation du pays étaient à même de gagner les élections au lendemain des changements opérés après le printemps arabe. Le nombre de ceux qui appuient la forme théocratique pouvait surpasser ceux qui appuient l'Etat séculaire¹³.

En voulant imposer la démocratie, les interventions finissent par affaiblir des Etats eux-mêmes initialement fragiles, créer des Etats faillis sans aucunement produire de la démocratie. Cette attitude russe doit-elle être comprise comme un legs de la Guerre Froide ? La Russie ne semble pas avoir confiance dans les capacités des Etats de la région à construire des démocraties. De plus, le projet démocratique relèverait d'un choix interne qui ne saurait être à ses yeux imposé de l'extérieur.

Les Russes semblent animés par la hantise de la montée en puissance de l'islam politique radical en Méditerranée orientale, et se veulent vigilants à l'égard de toute contagion, en direction de leurs espaces intimes, mais aussi au Sahel et en Afrique. Contenir tout militantisme islamiste est un fil directeur de leur politique au Moyen-Orient, d'Afghanistan à la Tchétchénie. Lutter contre le terrorisme d'origine islamique est une donnée permanente chez les élites russes dont nombre de membres visibles semblent venir des services¹⁴. Leur posture à eux-mêmes a souvent été vécue comme marquée par une logique de forteresse assiégée, de victimes de complots.

Le printemps arabe a marqué un moment particulier dans les relations russo-maghrébines, d'autant plus que deux pays de la région étaient fortement concernés par ces événements : la Tunisie et la Libye. La réaction russe aux événements du printemps arabe paraît a priori limitée, contrastant avec l'activisme occidental de l'époque. Moscou a pris des mesures d'évacuation des Russes des pays concernés tout en appelant à la non ingérence. L'explosion libyenne suscita la réaction la plus forte de sa part. Lors de la réunion du Comité National de Lutte contre le terrorisme le 22 février 2011, Medvedev affirma que les pays arabes courent le danger de se désintégrer et que le pouvoir dans ces pays avait des chances appréciables de passer aux mains des forces radicales¹⁵. Pour la Libye, la Russie se prononça contre l'usage de la violence par l'Union Européenne. Lors de ces événements, Moscou a appelé aussi à la non ingérence. Avec la Libye, la Russie s'est montrée plus active tout en appuyant au Conseil de Sécurité des sanctions contre Tripoli.

L'impact des révolutions sur les positions russes s'est révélé peu significatif. Les pertes économiques ne paraissent pas dans l'ensemble importantes en raison de la présence au départ limitée des sociétés russes dans ces pays. Les plus grands investissements en Libye ont été notamment ceux de Gazprom, la Libye ayant été considérée pour les stratèges russes comme pouvant être une tête de pont vers Europe. Les changements de gouvernements en Afrique du Nord pouvaient tout au plus temporairement restreindre l'activité des sociétés russes mais aussi les inciter à chercher de nouveaux rôles. Les industries d'armements semblent avoir subi aussi des pertes sérieuses au cours du printemps arabe.

12. Ibid

13. Margelov Mikhail, *Russia's Vision for the Middle East and North Africa*, précité.

14. Kozahanov Nikolay, *La présence russe dans un contexte global*, Afkar/Idées, n°48, hiver 2015/2016, p20 et s.

15. Voir Katz Mark N, *Stratégie géopolitique russe en Méditerranée*, Afkar précité. Egalement, Marcin Kaczmariski, *The consequences for Russia of the revolutions in North Africa*, OSW, in : <http://www.osw.waw.pl>. Lire l'avertissement du Président Dmitri Medvedev à la réunion du Comité National de lutte contre le terrorisme du 22 février 2011.

Les révolutions nord africaines semblent avoir renforcé les positions russes par rapport à l'Union Européenne. En effet au delà des réserves de fonds qu'elle a émises, la Russie pouvait voir d'un bon œil les rapides poussées des prix de pétrole lui offrant le moyen de réduire ses déficits budgétaires. Le déroulement des faits a également renforcé la position russe comme fournisseur de matières premières en particulier en direction de l'Union Européenne. Cela pose évidemment le problème des relations politiques et économiques de l'Union Européenne vis-à-vis du Maghreb.

Les Russes ont semblé tirer d'autres avantages de nature géopolitique de la situation volatile dominante dans la région. La situation née des printemps arabes a des implications sur l'évolution de l'Union Européenne vers le Sud et permet à la Russie d'exercer plus d'influence sur l'espace stratégique qu'elle considère comme propre, de renforcer sa position en Europe centrale et dans le Caucase.

La Russie a toujours porté son regard sur la Méditerranée. Elle semble toujours le faire dans le contexte actuel, même lorsque celle-ci ne présente aucun intérêt économique. L'accès aux mers chaudes a constamment constitué une préoccupation majeure de la Russie, par delà l'Orient lequel est à ses yeux pluriel. A la différence de la Chine, la vision des Russes est que le Maghreb est le prolongement du Machrek.

Il ressort de ce qui précède l'intérêt de redéfinir les relations politiques et économiques de la Russie avec chacun des Etats du Maghreb.

II. La portée actuelle des relations russo-maghrébines

Les rapports de la Russie avec les deux grands Etats pétroliers du Maghreb, l'Algérie et la Libye, se distinguent des relations avec les autres pays de la région en raison des antécédents en termes d'alliances caractéristiques de la période soviétique, malgré eux, mais aussi par leurs contenus.

A. Le legs maghrébin de la période soviétique : les relations de la Russie avec l'Algérie et la Libye

Le comportement actuel vis-à-vis de ces deux pays fait apparaître l'importance de l'héritage soviétique. Le rapport aux deux pays est souvent entremêlé avec les éléments de la situation qui prévalait au cours de la guerre froide, malgré une absence marquée au cours de la décennie 1990, une reprise heurtée depuis la fin de la même décennie. Même si la nature des relations de la Russie avec chacun des deux pays est différente, ces trois moments sont à distinguer pour chacun de ces deux pays pour des raisons différentes :

1. Avec l'Algérie, les relations diplomatiques furent établies en 1962. L'Union Soviétique de l'époque en pleine Guerre Froide apparaissait comme un allié proche comparé aux autres acteurs. Pour l'Algérie, historiquement tiers-mondiste, l'URSS apparaissait aussi comme une source de financement peu coûteuse pour la construction et la production d'équipements comme pour l'acquisition d'armements¹⁶.

Les relations furent interrompues au cours des années 1990, la fameuse décennie noire algérienne,

16. Voir Antonio Sánchez Andrés, les relations politiques et économiques entre la Russie et l'Afrique du Nord, Working Paper 22/2006, 7/11/2006, Real Instituto Elcano. Voir également, Réflexions sur l'histoire des relations entre la Russie et l'Algérie.in fr.sputniknews.com/opinion/2006031344246318En

résultats des problèmes internes de l'Algérie qui correspondait aussi à un ensemble d'événements graves pour l'Union soviétique : effondrement, désintégration, crises économiques et politiques de la nouvelle Russie. Il est à noter que la Russie a toujours donné de l'importance à la lutte de l'Algérie contre le terrorisme. A la fin des années 1990, les deux principaux obstacles au développement des relations avec la région en général, et l'Algérie en particulier, semblaient avoir disparu, et permis un nouveau départ sur la base des intérêts stratégiques mutuels.

Les deux pays renforcèrent leurs relations dans le secteur du gaz et commencèrent à insister sur la coordination entre pays producteurs de gaz. Les relations politiques entre la Russie et l'Algérie furent pratiquement renouées en 1999. Elles reprirent dans le secteur de l'énergie en particulier, vu l'intérêt russe pour la création d'une association de producteurs exportateurs de gaz. Après une réunion en 1999 entre Russes et Algériens, des conférences se tinrent plus tard en Iran et en Algérie dans la perspective d'une plus grande coordination des pays producteurs.

Un accroissement de la capacité de coopération bilatérale entre les deux pays commença à se faire sentir, et se manifesta en particulier en 2001, lors de la visite du président algérien à Moscou, visite consacrée par la conclusion de deux documents qui devaient renforcer les relations mutuelles : un accord de coopération et une déclaration de coopération stratégique.

L'Union Soviétique avait légué à la nouvelle Russie le dossier complexe de la dette, avec ses difficultés et ses avantages. Des discussions eurent lieu dès le milieu des années 1990 entre les deux Etats pour définir les termes d'un règlement de la dette algérienne envers la Russie, héritière de l'URSS. La non résolution de la question avait en effet freiné pendant une longue période les relations entre les deux parties.

En 2005, Sergueï Lavrov visitant l'Algérie, formula une proposition qui s'efforçait d'être « compréhensive » concernant les secteurs stratégiques pour les deux pays, même si le remboursement de la dette avait revêtu un aspect prioritaire dans son agenda. Sur 4,7 billion\$ US, il proposait qu'un billion cash soit versé directement, et que le reste soit compensé par la poursuite d'achat d'armements par l'Algérie. Spécifiquement, chaque quantité de cash devait permettre de racheter le même volume de dette. La dette étant articulée sur l'achat d'armes, la transaction correspondait en fait à un grand mouvement de réarmement de l'Algérie. De plus, Lavrov suggérait une coopération étroite, dans laquelle les sociétés pétrolières russes pourraient accéder à l'exploitation des ressources naturelles algériennes.

Dans ce contexte, deux événements importants eurent lieu: d'abord en 2006, au sein du Conseil d'affaires russo-arabe fut créée une section spéciale chargée du suivi des relations entre les deux pays¹⁷, ensuite une visite de Poutine se concrétisa en Algérie, la première d'un chef d'Etat depuis 30 ans¹⁸, visite haute en signification politique. Sur la table des négociations entre les deux pays, trois grands problèmes s'imposaient: le règlement de la dette algérienne, la vente d'armes, et la coopération dans le secteur de l'énergie.

Plus tard, à la veille d'une visite de Poutine afin de mettre en œuvre les propositions de Lavrov, Alksei Kudrin, ministre russe des Finances, se rendit en Algérie. A cette occasion, l'idée d'un remboursement de la dette contre une quantité équivalente en armes fut de nouveau défendue. Comme les Algériens ne souhaitaient prendre aucun engagement par écrit, la réaction russe fut

17. Mijail Gutsrief, le Président Directeur de RussNefit fut désigné à l'occasion comme représentant russe du the Forum.

18. Voir Antonio Sánchez Andrés, les relations politiques et économiques entre la Russie et l'Afrique du Nord, Working Paper 22/2006, précité.

négative. La visite de Poutine du 10 mars prévue pour deux jours fut écourtée et réduite à six heures. Néanmoins, la visite permit la signature de cinq documents : l'accord de coopération économique et financier, l'accord du règlement de la dette algérienne, sur la double taxation, la promotion des investissements mutuels, la coopération entre les chambres de commerce.

Ce dispositif conventionnel exprimait un rapprochement politique significatif entre les deux Etats, les accords restant aux yeux des Russes trop généraux. Il se confirma plus tard que les Algériens achetèrent pour quelques 7,5 billions \$US en armement. On remarqua cependant qu'aucune société de pétrole ou de gaz ne conclut de contrat avec Sonatrach. La dynamique recherchée par les Russes tardait à venir.

Deux types de problèmes ont pu être perçus dans les relations politiques entre les deux pays. Du côté algérien, une priorité maximale fut donnée au règlement de la question de la dette et d'entreprendre de réduire les engagements liés à la régulation financière. Il est à noter que les Algériens semblaient opposés à toute idée d'établir une relation entre la question de la dette et le secteur de l'énergie. Aussi insistaient-ils pour que les deux questions soient discutées séparément.

Poutine demanda au Premier Ministre russe Mikhail Fradkov de se rendre à Alger et d'y discuter de nouveau de la question de la dette, en relation avec la question de l'armement du pays. Il ne résulta de cette démarche aucune clarification de la question.

Concernant les relations économiques, elles restaient insignifiantes dans l'ensemble. Les données sur les échanges commerciaux reflétaient un état des lieux plutôt d'importance limitée. Dans l'ensemble les investissements restent également limités sur quelques projets tels la construction et la maintenance de pipelines, l'exploration d'hydrocarbures, la fourniture d'équipements de forage. Un groupe réduit de compagnies russes intervenait dans le pays, et toujours à titre principal dans le secteur de l'énergie¹⁹. Les tentatives de pénétration russe du marché algérien se sont avérées sans grands résultats. Gazprom et Lukoil, ont fini par conclure un protocole d'accord en août 2006 avec Sonatrach, pour la prospection et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures, et la modernisation des infrastructures pétrolières et la création de compagnies mixtes pour entreprendre des projets et échanger des expériences dans le secteur de l'énergie²⁰.

L'Algérie a été grosse consommatrice de l'armement russe de 1962 à 1989, soit tout au long de trois décennies. Au cours de cette période, l'Union Soviétique a livré un armement de l'ordre de 11 billion \$US (avions, tanks, véhicules blindés, et bateaux.), ainsi qu'une variété d'armes et des munitions. Au cours des années 1990, l'approvisionnement en armes russes et le montant des achats ne cessa de diminuer, avec une certaine reprise à partir de 1999-2000²¹. Dès 2006, l'Algérie devint le troisième pays le plus important consommateur de l'armement russe, après la Chine et l'Inde. Avant, de ce point de vue, l'Algérie était la chasse-gardée de l'URSS. En mars 1999, eut lieu la signature d'accords de coopération militaire. Pour l'Algérie, la Russie est une source d'armes modernes à des prix accessibles, et agent de réparation et de maintenance. L'ensemble de la formule vise à accroître le rôle de l'Algérie comme puissance régionale. Il s'agit presque d'un retour à une situation ante. Aujourd'hui cependant, les sources d'armement algérien se sont diversifiées, et l'Ouest y occupe désormais une place importante. Le monopole russe a été remis en cause.

19. Stroitransgaz, SoyuzNefteGaz, RussNefte.)

20. Voir les derniers chiffres en annexes en fin de document.

21. Sur l'armement des pays maghrébins voir le Rapport stratégique du Maroc, Cerss, Rabat, depuis 1995.

Cela contribua au renforcement de leurs relations politiques, d'où les visites répétées à Moscou par le Chef d'Etat major.

A la faveur de l'effervescence qui prédomine dans la région, les perspectives de coopération ont connu de manière épisodique des poussées notoires. Ainsi l'Algérie et la Russie se considèrent-elles dans un même camp (lequel), dans un contexte de crise pétrolière, des conflits syrien et libyen, par rapport à l'approche atlantiste d'intervention militaire dans les conflits (alors que l'Algérie développe des liens de plus en plus étroits avec l'Otan). La visite officielle du Premier ministre, Abdelmalek Sellal à Moscou en avril 2016 a été marquée par "la consolidation" du partenariat stratégique liant les deux pays depuis 2001, ainsi que par l'ouverture de nouvelles perspectives de coopération dans divers domaines sur fond de réaffirmation de l'amitié qui caractérise les relations algéro-russes²². Indiquant que «le développement de la coopération algéro-russe doit consolider le partenariat stratégique défini par nos deux chefs d'Etats», le Premier Ministre a estimé que l'initiative du Forum économique Algérie-Russie "permet de mettre en contact les entrepreneurs des deux pays pour explorer et exploiter les opportunités de partenariats économiques". Il a appelé, dans ce sens, les opérateurs russes à apporter "leur contribution aussi bien dans le domaine de l'énergie que dans ceux des transports, des mines, de l'agriculture, du tourisme, des nouvelles technologies de l'information et de la communication ainsi que la construction". Forte "des mesures législatives et organisationnelles concrètes qu'elle a adoptées, l'Algérie encourage l'investissement et le partenariat, et cherche à améliorer le climat des affaires et lever tous les obstacles" devant les investisseurs russes considérés comme les bienvenus dans le pays. La visite a été marquée par la signature de cinq accords de coopération dans les domaines de l'Habitat, la culture, la communication, l'énergie atomique et les nouvelles technologies²³. Mais l'entente est aussi politique. Ainsi s'agissant des situations de crise qui prévalent dans certains pays, notamment dans le monde arabe, Abdelmalek Sellal a réaffirmé la constance de la position algérienne, tout en rappelant, les principes devant prévaloir dans toute solution, à savoir le Droit des peuples à leur autodétermination. "Les solutions doivent être -selon lui- pacifiques, équitables et tiennent compte de la légalité internationale", relevant que l'Algérie et la Russie "se sont entendues pour privilégier le principe de la concertation dans le traitement de toutes les crises".

2. Les relations de la Russie avec la Libye semblaient consistantes dès l'époque de l'Union Soviétique. Dans l'histoire de ces relations, la période des sanctions imposées à la Libye de Kadhafi reste une période importante. En effet, en 1992, les sanctions imposées à la Libye par le Conseil de Sécurité des Nations Unies le furent aussi avec le consentement des Russes, ce que l'ancien régime ne pardonna jamais²⁴.

Après une longue période de mise en quarantaine, à la fin des années 1990, un changement d'attitude de la Libye s'opéra, celle-ci ayant œuvré en vue de sortir de son isolement, réussit à le faire. Cela commença à se concrétiser autour des événements du Moyen Orient de l'après 11 septembre 2001, la guerre américaine en Afghanistan, puis la guerre contre l'Irak, et les diverses actions subséquentes de l'administration Bush. En 2003, les sanctions furent abandonnées, et de ce fait, la Libye accéléra les changements pour assurer sa réintégration au sein de la communauté

22. Publié dans [Algérie, Économie et finance, Libye, Politique](#) le 28 d'avril 2016

23. Les accords signés sont un mémorandum d'entente dans le domaine de l'Habitat, un programme de coopération culturelle algéro-russe 2016-2018, un accord de coopération entre l'Agence de presse algérienne (APS) et Rossiya Segodnya, un mémorandum d'entente entre le Commissariat à l'énergie atomique (COMENA) et la corporation d'Etat russe (Rosatom), et un mémorandum d'entente entre l'Agence nationale de promotion et développement des parcs technologiques (ANPT) et la Fondation Skolkovo.

24. En 2006 : des contrats d'un montant de 7,5 billions \$US furent conclus 36 Migs-29 SMT light intercepteurs, 28 SU-30 MK1, 300T-90 S tanks, deux sous-marins, deux corvettes, 10 % du contrat → modernisation, deux modern Project 636(kilo) class submarines.

internationale. Elle décida ainsi d'arrêter ses programmes de production d'armes de destruction massive, et s'engagea à apporter son appui à la lutte contre le trafic et la consommation de la drogue, et à la lutte contre le terrorisme international.

Elle entreprit également un vaste processus de normalisation de ses rapports avec différents pays, dont les Etats-Unis et l'Union Européenne, mais aussi la Russie. Ces Etats ont opté pour un rapprochement avec la Libye, à la fois pour des raisons géopolitiques et en raison de ses ressources énergétiques, dans le contexte d'un Moyen Orient devenu structurellement instable.

En 2004, des dirigeants occidentaux ont commencé à se rendre en Libye, Etats-Unis en tête. Washington annula les sanctions contre la Libye en avril 2004, reprit en juin ses approvisionnements en pétrole, et autorisa aussi ses sociétés à y travailler. En 2006, les relations diplomatiques furent rétablies, les Etats-Unis supprimèrent la Libye de la liste des Etats qui soutiennent le terrorisme.²⁵

La Libye se rapprocha aussi des pays africains, en réaction contre l'attitude des Etats arabes à qui elle reprochait de ne pas l'avoir appuyée lors de l'embargo. En réaction à ce manque de soutien, elle développa pleinement sa politique africaine, l'Union africaine ayant refusé de soumettre à embargo la Libye, et esquissa même un rapprochement avec l'Etat d'Israël. Dans ce contexte, l'intérêt de la Russie pour la Libye se comprend en raison de ses richesses en hydrocarbures et son influence arabe et africaine.

Même mue avec une position favorable au développement de ses relations avec la Russie, la Libye d'après l'embargo onusien n'a pas oublié que la Russie y avait donné son consentement. Sa position avait été perçue par Mouammar Kadhafi comme une trahison russe à la nation libyenne et à sa personne. On comprend dans ces conditions que le rapprochement ait connu des difficultés au départ.

Poutine n'était pas encore président quand à la fin des années 1990 eût lieu la première tentative de rapprochement russo-libyenne. Cet effort allait se poursuivre intensément. En 2000, une visite du Ministre des Affaires Etrangères libyen à Moscou eut lieu au cours de laquelle le chef de la diplomatie libyenne proposa à Poutine de se rendre en Libye. Dans ce cadre, une réunion de la Commission intergouvernementale fut organisée à Tripoli en 2000. En cette même année, on relève l'entrée en vigueur d'un accord sur le gaz et le pétrole et les divers secteurs énergétiques, incluant notamment la reconstruction du système de distribution de la recherche nucléaire situé dans la ville de Tadzuhra et la construction du pipeline de gaz à Homs Tripoli.

A la mi-2001, une visite du ministre des Affaires Etrangères Igor Ivanov eut lieu à Tripoli, et les lignes d'une possible coopération furent définies : ventes d'armes, prospection pétrolière par les sociétés russes, la participation dans le secteur du gaz, projet de construction de chemin de fer et d'irrigation, construction d'une centrale thermique et d'un réseau de haut voltage, etc.

Au milieu de 2006, une délégation des sociétés russes travaillant dans le secteur du gaz et du pétrole, visita Tripoli afin de promouvoir les relations économiques entre les deux Etats. Dans ce cadre fut créé le Conseil d'affaires libyo-russe pour impulser les activités entre les deux pays, un accord fut conclu par des officiels libyens et d'importantes sociétés russes dans le secteur de l'énergie. Comme pour l'Algérie, les résultats restent globalement limités, et le développement des relations doit davantage aux canaux officieux. Le président libyen adressa une invitation à

25. Voir Antonio Sánchez Andrés, les relations politiques et économiques entre la Russie et l'Afrique du Nord, Working Paper 22/2006, précité.

Poutine pour effectuer une visite d'Etat à Tripoli.

Paradoxalement, la Libye est le pays de l'Afrique du Nord avec lequel la Russie entretient les relations économiques les plus faibles malgré une coopération significative en matière de gaz et de pétrole. Dans l'ensemble les échanges commerciaux restent insignifiants²⁶. La gestion de la dette, l'articulation de la dette avec la relance des exportations russes vers le pays pouvait se faire, et comme dans le cas algérien, créer une certaine dynamique, notamment en s'articulant sur le développement de projets communs de construction de centrales électriques et de voies de chemins de fer, de centre de communication, de centrales thermiques.

Du temps de l'embargo, des restrictions furent imposées sur l'armement de la Libye. Après l'embargo, une reprise s'amorça, mais le marché libyen se rétrécit considérablement pour la Russie, celle-ci cherchait désormais la diversification de ses approvisionnements, et s'adressait pour l'essentiel à des producteurs d'armes concurrents comme la France, les Etats-Unis, l'Ukraine et le Pakistan. Les achats d'armes massifs se réduisirent à des équipements particuliers²⁷.

La priorité russe était la pénétration dans le secteur libyen des énergies. Les Russes ont montré un grand intérêt pour les divers projets libyens structurants. Au cours des négociations, il est significatif que les politiques aient été toujours accompagnées des représentants des lobbies pétroliers, et les sociétés travaillant dans le secteur des énergies de leaders politiques.

Ces tentatives de pénétration des secteurs libyens du gaz et du pétrole allaient de pair avec les efforts russes pour jouer un rôle plus déterminant au sein de l'OPEP. La Russie l'a suggéré à la Libye, même si celle-ci ne l'avait pas pris alors en considération. La matérialisation d'un tel projet aurait été en mesure de créer des difficultés pour l'Union Européenne quant à son approvisionnement en gaz. Il pouvait peser lourdement sur l'une des alternatives de sources de gaz qu'est la Libye.

Les attentes russes étaient grandes en Libye, mais les résultats sont restés modestes. Les relations politico-économiques pratiquement inexistantes, même si elles ont semblé latentes. La possibilité de leur extension dépendait manifestement du degré d'ouverture et de blocage adopté par les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Européenne envers ce pays de l'Afrique du Nord.

Les deux pays, tous deux riches en ressources énergétiques, au-delà de leur projet commun de restructurer l'OPEP, ont peu à exporter l'un vers l'autre. Un certain alignement idéologique peut être décrypté à la base de ces relations. Il est à signaler tout de même, avant le printemps arabe, le rôle de l'héritage d'une culture d'opinion publique contrôlée et de parti unique, avant le printemps libyen et la guerre civile qu'il a enfantée. Il s'agit d'ailleurs là d'un trait commun avec l'Algérie et l'Egypte.

B. La gestion de la continuité dans un nouveau contexte: le Maroc et la Tunisie

L'esprit des relations de la Russie avec les autres pays du Maghreb, le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie, diffèrent des relations avec les deux pays précédents. Là non plus, il ne s'agit pas

26. Voir annexe 1 et 2. Une proposition de création d'une zone de libre-échange aurait pu constituer un pas qualitatif si elle avait abouti. De même, une certaine dynamique semble avoir été créée autour de la question du recouvrement de la dette libyenne. La Russie pouvait s'appuyer sur cette base pour être associée à des projets libyens.

27. Achats de catégories d'avions et de bateaux. On enregistre cependant la vente à la Libye d'une licence pour la production de Kalashnikov.

d'une nouveauté, et remonte à la période de la Guerre Froide.

1. Le Maroc

Ainsi, si la vision dominante concernant le Maroc est que ce pays a toujours été sous influence occidentale, il n'en demeure pas moins vrai que le royaume a toujours maintenu des liens avec l'URSS. L'épisode du dit « contrat du siècle » conclu en 1978 entre le Royaume chérifien et l'Union Soviétique est fort expressif à ce propos. Le fait d'entretenir des relations avec les pays occidentaux, d'être lié dans des zones de libre-échange avec l'Union Européenne et les Etats-Unis, d'entretenir des relations poussées avec l'OTAN, n'a pas empêché les relations maroco-russes de connaître un développement spectaculaire²⁸. Il est de plus en plus question de conclure un accord de libre-échange avec la Russie au cours de la prochaine phase après la visite royale de mars 2016.

Globalement, il ressort de la démarche marocaine vis-à-vis de la Russie le souhait de préserver l'équilibre entre les différents pays, entre des forces et des intérêts contradictoires. La question se pose d'ailleurs de savoir comment les puissances occidentales, en l'occurrence la France et les Etats-Unis, vont percevoir le rapprochement maroco-russe qui se renforce depuis 2013 sur le plan économique mais aussi sur le plan politique.

En 2002, Sergey Mironov visita le Maroc avec comme objectif affiché la discussion du problème israélo-palestinien. Cette année là, le Roi Mohamed VI fit une visite en Russie, la dernière visite d'un chef d'Etat marocain en Russie remontait à 1966 avec Hassan II²⁹. L'année 2002 marque un tournant dans les relations maroco-russes, avec la signature du partenariat stratégique économique, politique et sécuritaire, voire religieux et culturel, et l'intention de plus en plus affirmée de conclure un accord de libre échange. En 2003, plusieurs secteurs ont intégré le partenariat stratégique tels l'agriculture, le commerce et le tourisme.

Après une visite de Lavrov en 2005, celle de Poutine suivit en 2006. Au cours de celle-ci, s'est tenue une session du Conseil d'affaires maroco-russe. Sur le plan économique, le Maroc est le deuxième grand partenaire en Afrique du Nord entre 2002-2005, concentrant à lui seul 24,1% du commerce russe dans cette zone géographique³⁰.

Aujourd'hui un chiffre donne une idée sur l'importante évolution que ces relations ont connu : il passe de 200 millions de \$ par an à 2,5 milliards de \$ en 2015. La Russie exporte vers le Maroc des matières premières (pétrole, fer et soufre) et des céréales en plus des tôles, des produits chimiques, des engrais et du bois. Depuis 1998 déjà, la Russie est devenue le deuxième client après l'Union Européenne des produits agricoles marocains, notamment des agrumes et des tomates.

Les produits agricoles représentent 85% de la valeur des exportations des produits alimentaires

28. Voir Ben Abdallah, K., La politique étrangère américaine au Maghreb de 1991 à 2004 : d'un intérêt dérivé à une implication directe, Louvain-La-Neuve, Université catholique de Louvain, 2007. Moss, D, Politique Etrangère, vol. 36, n°5-6, 1971, numéro thématique : « Intérêts et politique de la France et des Etats-Unis au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ». Rosenbluym, J et I.W. Zartman, « The Far West of the Near East : the Foreign Policy of Morocco », in B. Korany. I.W. Zartman, les enjeux de la relation du Maghreb avec les Etats-Unis, in le Maghreb dans les relations internationales, sous la direction de Khadija Mohsen-Finan, IFRI, Paris, 2011.

29. Visites à Rabat de Léonid Brejnev en 1961, d'Anastase Mikoyan, premier vice-président entre en 1956 et 1964, et de la volonté d'intensifier les relations.

30. Voir annexes en fin de document

destinés à la Russie, avec des parts de 71% des agrumes, de 12% des tomates et de 15% des produits de pêche principalement de la farine de poisson alors que les importations des produits agricoles en provenance de Russie concernent le suc de betterave (55%) et de l'huile de tournesol (20%). Les exportations marocaines de fruits et de légumes, essentiellement les agrumes, les tomates et les pommes de terre, ont été marquées par une croissance crescendo entre 2009 et 2015. Avec un volume de 317865 tonnes d'agrumes exportées en 2013-2014, la Russie est devenue le plus important marché pour ces produits. De même le volume des tomates exportées a quadruplé entre 2009 et 2015.

La coopération en matière de pêche maritime se poursuit conformément à l'accord de pêche signé en 2013, à Agadir, pour une durée de quatre ans, le sixième du genre depuis 1992, en vertu duquel il a été convenu de permettre à une flotte de dix navires russes de reprendre leurs activités de pêche dans les eaux marocaines.

Les domaines de coopération se sont considérablement élargis : ils englobent la justice, le tourisme, les échanges d'informations relatifs à la circulation des biens et des véhicules, l'industrie, l'énergie, les secteurs des technologies de communication, la recherche scientifique, la télédétection spatiale, le génie civil, la logistique, l'énergie, les mines et la recherche géologique.

Il est à noter également que de nombreuses entreprises russes travaillent dans le domaine géologique au Maroc. La Russie s'est montrée par le passé fort intéressée par la construction d'un complexe pétrochimique pour satisfaire les besoins du pays. Le Maroc produit de petites quantités de gaz et de pétrole et dépend en matière d'hydrocarbures de l'extérieur. Dans ses rapports avec la Russie, le Maroc a cherché à promouvoir la recherche de pétrole : ainsi une quinzaine de sociétés ont été à l'œuvre dans le pays : des documents ont été signés dans ce sens entre les deux pays³¹.

Par ailleurs, sans s'attendre à ce que la demande d'armes soit massive, la Russie a fourni aussi des types particuliers d'armement : armes véhicules et artillerie anti aérienne³². En septembre 2015, le Maroc avait acquis une soixantaine de véhicules de combat d'infanterie «BMP-3» fabriqués par kurganmashzad.

Tout indique que les relations russo-marocaines évoluent vers un partenariat stratégique approfondi. Pour des raisons propres au Maroc, l'élargissement du rôle de la Russie en Afrique du Nord semble souhaité aussi bien par l'Etat que par l'opinion publique, corollaire du tête à tête inconfortable et aléatoire du Maroc avec les pays occidentaux, d'autant plus que prévaut dans le pays l'idée que comme avec la Chine, le Maroc partagerait avec la Russie une sensibilité proche sur la question de l'intégrité territoriale.

2. La Tunisie

La Tunisie comme le Maroc est entièrement tournée vers l'Union Européenne, en raison de la proximité géographique et des dynamiques économiques de cette région. Elle a constamment constitué avant la révolution de 2011 un allié politique et militaire en Afrique du Nord des Etats-

31. Tourisme et visas, Projets : Dzherada thermal, Mansour Eddahbi hydraulique station, Moulay Youssef Hydraulique plant, Un accord spatial Installation d'une centrale atomique, Projet d'irrigation

32. Les pays d'Afrique du Nord sont de bons clients, avec en tête l'Egypte et l'Algérie. Un accord signé en 2013 avec le Caire prévoit la modernisation du système de défense anti-aérienne. La Tunisie et la Libye figuraient également en bonne place avant le départ de Ben Ali et le renversement de Kadhafi.

Unis et de l'Union Européenne. Elle est liée aux Etats-Unis par un accord de libre-échange en 2008. Comme dans la situation marocaine, la question se pose de savoir quelle place pouvait laisser l'intensification des relations des Etats-Unis et de l'Union Européenne à des relations avec la nouvelle Russie.

Une tentative de rapprochement avec la Russie s'est esquissée en 1999, et les efforts furent concrétisés par la conclusion d'abord d'accords culturels et éducatifs. La rencontre de Poutine avec le président Ben Ali en 2000 à New York relança les relations mutuelles³³. Le ministre des Affaires Etrangères russe Igor Ivanov fit une visite en Tunisie, visite que l'on peut considérer comme le premier fait d'importance dans les relations entre les deux pays. En 2001, se tint la deuxième Commission intergouvernementale tuniso-russe. A la fin 2005, Serguei Lavrov rendit une visite de travail à la Tunisie³⁴. Les échanges restèrent limités³⁵.

Entre la Russie et la Tunisie, des dimensions politiques, en particulier celles liées au terrorisme, prennent plus d'importance dans le contexte actuel. En mars 2016, lors d'une rencontre à Moscou entre les ministres des Affaires Etrangères des deux pays, les deux responsables ont affirmé la nécessité de coordonner davantage les positions et les efforts aux plans bilatéral et international, particulièrement avec la recrudescence du danger terroriste. «La Russie se tient aux côtés de la Tunisie pour éradiquer ce phénomène et affirmer la volonté de renforcer la coopération bilatérale dans ce domaine», a assuré le chef de la diplomatie russe. Ils ont également évoqué la détérioration de la situation en Libye et passé en revue l'évolution des événements en Syrie, en Irak et au Yémen. La consolidation des relations de coopération entre la Tunisie et la Russie, qui célèbrent en 2016 le 60^e anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques, a été aussi au centre de l'entretien. Les deux ministres ont souligné à cet égard la volonté commune de hisser les relations bilatérales au niveau de partenariat stratégique. Il est remarquable de constater une certaine unification du lexique maghrébin vis-à-vis de la Russie, puisque tous aspirent désormais à instaurer un dialogue stratégique, voire un partenariat avec la Russie concernant différents domaines³⁶.

3. La Russie et la Mauritanie

A l'occasion du cinquantenaire des relations entre la Mauritanie et la Russie (1964-2014), les deux Etats ont invoqué l'intensification des « liens bilatéraux » dans les domaines de l'économie, de la pêche, de l'énergie et du transport³⁷. Depuis l'établissement des relations diplomatiques entre l'URSS et la République Islamique de Mauritanie (RIM) le 12 juillet 1964, le niveau des relations est resté modeste. L'aide soviétique était restée limitée. En octobre 1966, la Mauritanie avait conclu un accord commercial de trois ans³⁸. L'année suivante, un accord de coopération culturelle et technique avait été conclu concrétisé surtout par la présence d'étudiants mauritaniens à Moscou, notamment pour la formation de techniciens, et en Mauritanie, par une assistance en matière aéronautique. Les dirigeants mauritaniens ne s'étaient pas départis de leur ligne non-alignée. A la suite de l'entrée des troupes du Pacte de Varsovie à Prague en août 1968, la Mauritanie s'était

33. Antonio Sánchez Andrés, les relations politiques et économiques entre la Russie et l'Afrique du Nord, Working Paper 22/2006, précité.

34. Ibid.

35. Voir annexes 1 et 2.

36. Economiquement, troisième pays en termes de volume 11,5 tourisme. Depuis 2003 des vols directs Projets Sidi Ali Al Barrak Complexe Hydraulique Gaz pétrole Projet de transport Gaz pipeline entre la Libye et la Tunisie

37. S. Lavrov et A. Teguedi ont échangé des messages de félicitation à l'occasion du 50^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays.

38. D'un montant total de 800 millions de FCFA, couverts à 40 % par les exportations mauritaniennes. Il porte sur la fourniture de machines, de médicaments, cotonnades et produits chimiques.

permis de regretter l'usage de la force et exprimé un souhait plutôt prudent d'« un règlement satisfaisant » de la situation en Tchécoslovaquie. En dépit des problèmes complexes de change, et l'absence d'échanges commerciaux suivis, l'URSS et les démocraties populaires n'apparaissaient dans la diplomatie mauritanienne que comme un élément d'appoint ayant pour objectif principal de conforter une image de neutralité et une volonté de diversifier ses relations par rapport à l'Occident³⁹. Depuis, la reconnaissance en décembre 1991 par le gouvernement de la Mauritanie de la Fédération de Russie, un flux de visites de nombreux hauts responsables des deux pays a été effectué⁴⁰.

En 2012, les échanges commerciaux entre la Russie et la Mauritanie selon les données de l'Office National de la Statistique de la Mauritanie, tenant compte des achats du pétrole russe sur le libre marché, se sont élevés à 33 millions de dollars Etats-Unis. Les principaux articles de l'exportation russe en Mauritanie sont traditionnellement le pétrole, les produits laminés, la machinerie, les équipements, les produits de transport et instruments. La Russie importe principalement de la Mauritanie de la farine de poisson, de l'huile de poisson, des poissons surgelés et en conserves.

Il est à noter que la pêche est devenue un domaine de coopération privilégié entre les deux pays. Au cours de l'été 2002, une usine de transformation de poisson construite avec la participation financière des banques commerciales russes a été mise en service à Nouadhibou. En mai 2003, un accord de coopération est conclu dans le domaine de la pêche maritime. En octobre 2003, les deux parties ont organisé une rencontre d'experts à Saint-Petersbourg dans le cadre de la 7e session du Comité des pêches (COFI) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO/ONU) et discuté les conditions de la reprise de la pêche russe dans la zone économique exclusive de la Mauritanie eu égard aux réformes effectuées en Mauritanie. Une première session de la commission mixte russo-mauritanienne sur la pêche a été tenue en décembre 2003 à Nouakchott, et la cinquième – en avril 2013 à Nouakchott. En février 2013 le responsable de l'Agence fédérale de pêche de Russie Andrey Kraïniy est venu en Mauritanie pour des consultations avec les responsables mauritaniens de la pêche et de l'économie maritime.

Dans le domaine de l'exploration pétrolière, en 2001-2002, les experts de la compagnie «Bashneft» ont participé à des opérations de forage. De 2006 au décembre 2008, une étude similaire a été menée par «Tyumenneftegeofizika». De nombreuses délégations de compagnies russes se sont rendues en Mauritanie et parfois conclu des accords⁴¹.

39. François Constantin et Christian Coulon, Les relations internationales de la Mauritanie, in Introduction à la Mauritanie, Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes, Centre d'Afrique Noire, Paris.

40. En mai 1991, le Ministre des Affaires étrangères et de la coopération de la Mauritanie est de passage à Moscou où des consultations politiques ont eu lieu. En juillet 2004, le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères de la Mauritanie a rendu une visite de travail à Moscou. Le 18 septembre 2005 lors de la 60-ième session de l'Assemblée Générale de l'ONU le Ministre adjoint des Affaires étrangères de la Russie A.V. Yakovenko a rencontré le Ministre mauritanien des Affaires étrangères A. Ahmed. Les 27 et 28 juin 2010, la Ministre des Affaires étrangères de la Mauritanie, N. Mouknass, a effectué la première visite de travail à Moscou dans l'histoire post-soviétique. Ahmed Ould Teguedi, Ministre des Affaires étrangères et de la coopération de la Mauritanie a rendu une visite de travail à Moscou les 1, 2 et 3 juin 2014, et eut des consultations étoffées avec son homologue russe Sergey Lavrov et des entretiens séparés avec les dirigeants de l'Agence fédérale de pêche de Russie et de la Chambre du commerce et de l'industrie de Russie. De même, un dialogue interparlementaire est maintenu. En février 1993 une délégation parlementaire dirigée par le vice-président du Conseil Suprême de la Fédération de Russie a rendu une visite à Nouakchott. En août 1993 le président du Sénat (chambre haute du parlement mauritanien) est venu à Moscou. En octobre 2004, une délégation de la Douma d'Etat (chambre basse du parlement russe) est arrivée à Nouakchott pour participer à une session du Groupe Spécial Méditerranée (GSM) de l'Assemblée Parlementaire de l'Otan. Une délégation de parlementaires mauritaniens a pris part à la conférence parlementaire internationale «Russie-Afrique» qui a eu lieu à Moscou les 15 et 16 juin 2010. De même, le 17 septembre 2011, le représentant spécial du président de la Fédération de Russie pour la coopération avec les pays africains M.V. Marguelov est venu en visite officielle en Mauritanie. Il a rencontré le président de la RIM M. Abdel Aziz et le président du Sénat de la RIM Ba Mbare.

41. En avril 2011, une délégation de SA «Gazprom» et en septembre 2011 un représentant de SA «Gazprombank» ont rendu des visites en Mauritanie. Les 13 et 14 juin 2011, une délégation de «Russneft» dirigée par son président M.S. Gutseriev a été en Mauritanie. En 2011 «Russneft» a obtenu une participation majoritaire dans la compagnie internationale «IPG» et entamé des travaux de recherche

D'un autre côté, en juillet 2012, Mikhail Margelov, envoyé spécial du président Poutine pour l'Afrique et président de la commission russe des relations extérieures, a informé le président de la République Mohamed Ould Abdel Aziz de l'intention de Gazprom, de faire de gros investissements en Mauritanie. Le géant gazier russe pèse 300 milliards de dollars et produit plus 200 milliards de m³ de Gaz annuellement. Ses exportations alimentent le monde entier et en particulier l'Europe⁴².

Les dernières années, le partenariat des milieux d'affaires s'est animé. Le 20 février 2013, une délégation russe dirigée par le directeur adjoint du Conseil d'affaires russo-arabe, directeur général de SA «Arabia EXPO» Vyacheslav Loutsenko s'est rendu en visite à Nouakchott. A l'issue des négociations, la Mauritanie a envoyé à Saint-Pétersbourg une délégation d'hommes d'affaires avec le président de la Chambre du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de la Mauritanie (CCIAM) avec M. Mahmoud à sa tête pour participer à la 11^e session du Conseil d'affaires russo-arabe et à la 3^e exposition internationale «Arabia EXPO» tenues du 26 au 27 juin 2013. En marge de ces événements, un accord de coopération entre le Conseil d'affaires russo-arabe et la Chambre du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de la Mauritanie (CCIAM) a été signé, et un groupe de travail mauritano-russe de coopération a été créé.

Du 4 au 6 décembre 2013, dans le cadre d'une tournée dans plusieurs pays de l'Afrique du Nord, une délégation d'hommes d'affaires russes a visité la Mauritanie. Au cours de ce séjour, la deuxième rencontre du groupe de travail mauritano-russe et un forum de business avec la participation de grands entrepreneurs mauritaniens ont eu lieu. La délégation reçue par les ministres du commerce, de la pêche, du développement rural, a tenu des négociations dans le ministère du pétrole et d'autres ministères concernés⁴³. Du 23 au 27 mars 2014, conformément aux projets de coopération entre la CCIAM et le Conseil d'affaires russo-arabe et dans le cadre de la Semaine Energétique de la Russie en Afrique du Nord, une délégation des compagnies russes est arrivée à Nouakchott⁴⁴. Reçue par les ministres du pétrole, du commerce, de la pêche, du développement rural et du transport, elle a effectué des consultations d'experts dans des ministères concernés, des rencontres avec des hommes d'affaires dans la Chambre du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de la Mauritanie et a visité la Zone franche de Nouadhibou⁴⁵. Les relations russo-mauritaniennes sont également alimentées par une coopération continue mais limitée dans le domaine de l'enseignement supérieur. Concernant l'achat d'armements, la Russie devient plus active⁴⁶.

Par ailleurs, la Russie a averti en juillet 2013 qu'elle pouvait faire appel auprès de l'OMC après que la Mauritanie ait réclamé que la Russie respecte les mêmes conditions que « les flottes subventionnées de l'Union Européenne ». Depuis son adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce en 2012, la Russie a menacé de porter sa première plainte à l'OMC au sujet des subventions versées par l'Union Européenne – au titre de l'APP – à ses flottes de pêche opérant en Mauritanie⁴⁷. L'avertissement russe

pétrolière sur le territoire mauritanien).

42. Gazprom, 15 juillet 2013, Agence mauritanienne de presse, depuis Addis Abeba.

43. Un mémorandum sur la coopération entre Nouadhibou et Lipetsk a été signé du côté mauritanien. Il a été signé par le président de la Zone franche de Nouadhibou I. Sidiya, et du côté russe par le président de la Chambre du commerce et de l'industrie de Lipetsk A.V. Goltsov.

44. Cette délégation était composée de: SA «NPO Akonit» (construction d'usines de farine de poisson, de complexes industriels de mine, machinerie); SARL «Sevzaptransproekt» (construction d'infrastructure routière, conception de projets routiers); SARL «TOMS Inginirink» (exploitation de gisements de ressources minérales); SA « Podzemburgaz » (forage des puits dans l'eau).

45. Notons aussi qu'une association de l'amitié mauritano-russe qui réunit les diplômés des établissements de l'enseignement supérieur soviétique et russe existe en Mauritanie depuis 2003.

46. La Russie aurait livré à la Mauritanie des blindés et des armes lourdes. Nouakchott, Mauriweb.info du lundi 20 avril 2015.

47. D'après le directeur adjoint de l'Agence de pêche fédérale de la Russie, Andreï Kraïni, l'UE « verse à la Mauritanie 80 millions d'euros par an afin que les entreprises de l'UE aient le droit de capturer 300 000 tonnes de poisson dans sa ZEE [zone économique

intervient à un moment où la Russie négocie un accord d'accès avec la Mauritanie pour ses flottes, pour capturer des petits pélagiques⁴⁸. Toutefois, le gouvernement mauritanien a insisté pour que les navires russes soient soumis aux mêmes conditions techniques et financières que celles appliquées aux navires de l'Union Européenne. Les conditions qui s'appliquent aux navires de pêche de l'Union Européenne de petits pélagiques au titre de l'APP comprennent une augmentation des paiements aux armateurs et une redéfinition de la zone de pêche, qui met la sardinelle, considérée comme surexploitée, hors de la portée des navires de l'Union Européenne. Cette décision a été saluée par les pêcheurs artisanaux locaux, qui ont insisté sur le fait que la sardinelle est primordiale pour la sécurité alimentaire locale et régionale. Face à cette demande, les négociateurs russes ont avancé que contrairement à l'Union Européenne, la Russie n'octroie pas de subventions aux armateurs. Cependant la flotte russe ne peut travailler dans des conditions techniques aussi rigoureuses que celles imposées aux navires de l'Union Européenne, d'où l'annonce par la Russie de son initiative à l'OMC⁴⁹.

L'analyse de la question fait ressortir deux principales variables concernant l'accès des flottes étrangères aux ressources halieutiques des pays ACP: les conditions techniques et les conditions financières d'accès. Les conditions financières proposées à la Russie « compensent » ce qu'elle considère comme des « subventions ayant des effets de distorsion de la concurrence » – souligne que les conditions techniques d'accès – l'autre variable des accords d'accès – ne doivent pas changer. Les conditions techniques négociées par la Mauritanie avec l'Union Européenne pour l'accès aux petits pélagiques sont basées sur la nécessité, défendue par la Mauritanie, de conserver ces ressources et de protéger son secteur de pêche artisanal local. Pour atteindre cet objectif, la Mauritanie insistait pour que les mêmes conditions techniques s'appliquent à toutes les autres flottes étrangères. Si la menace de la Russie se traduit en une plainte formelle à l'OMC, elle servira de test pour les subventions aux pêcheries et les accords d'accès. Durant le long processus judiciaire à l'OMC, notamment les consultations qui auront lieu entre les parties, il est probable que ces informations sur les accords des flottes russes et non l'Union Européenne soient rendues publiques, et qu'on les compare aux accords de l'Union Européenne. Jusqu'à présent, la plupart des accords d'accès ont été plutôt opaques, et cette divulgation en elle-même serait une étape vers davantage de transparence dans l'accès aux ressources ACP des nations de pêche en eaux lointaines.

On ne peut pas ne pas relever que la Russie n'est pas restée silencieuse concernant l'évolution politique interne de la Mauritanie. Elle s'est prononcée, comme le font d'autres puissances, notamment occidentales. Ainsi peut-on relever qu'à diverses occasions, elle eût à porter des jugements sur la situation intérieure en Mauritanie la jugeant favorable à la promotion d'une coopération mutuellement avantageuse.⁵⁰

exclusivé]. Ce niveau de subventions rend la pêche non rentable pour les entreprises russes et non UE ».

48. Un journal mauritanien, le Calame, a obtenu une copie du projet d'accord débattu, qui propose un accord d'accès de 10 ans pour les navires russes, contre un paiement de 100 millions de \$US, à investir dans une infrastructure de stockage et de transformation.

49. La commissaire européenne en charge de la pêche Maria Damanaki a répondu à l'interpellation russe : « nos accords de pêche sont basés sur la transparence, la durabilité et la bonne gouvernance. Tout le monde peut connaître les conditions de nos accords. Ce n'est pas toujours le cas des accords de nos partenaires internationaux. Toute contestation de nos accords [à l'OMC] servirait de catalyseur pour davantage de transparence dans les accords de pêche impliquant d'autres acteurs ». The Voice of Russia, « Russia complains over unfair competition in fishing industry », 22 avril 2013 <http://www.fda.gov/Food/GuidanceRegulation/FSMA/ucm334120.htm>.

50. Suite aux divers événements d'instabilité qu'a connus le pays, Moscou avait officiellement déclaré compter sur un prompt règlement de la situation en Mauritanie par voie constitutionnelle, selon un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères. «Moscou espère que la situation sera réglée au plus vite par voie constitutionnelle, dans l'intérêt du peuple mauritanien et sans recours à la force. Il confirme son attachement au développement cohérent des relations entre les deux pays», souligne le communiqué. «Toutes les mesures qui s'imposent pour assurer la sécurité des ressortissants russes ont été prises», toujours selon le communiqué. Ria Novosti, Août 2005.

Appréciation générale

Des changements substantiels marquent aujourd'hui les relations de la Russie avec la région maghrébine. Les relations entre un nouveau projet de puissance ne se déclinent pas nécessairement en termes d'alliances. Peu à peu, depuis la fin des années 90, la Russie est apparue plus active, surtout en matière de coopération énergétique et de vente d'armes. Dans ces relations, une hiérarchie est encore visible, forgée par l'histoire passée, des affinités politiques, une personnalisation du régime. De ce point de vue, l'Algérie est restée centrale. Mais les écarts avec les autres Etats ne sont pas irréductibles. Les relations maroco-russes sont un exemple remarquable de relations importantes au-delà de ces convergences.

Pour la Russie, les relations avec le Maghreb se caractérisent par une importance géostratégique croissante, en raison de sa proximité avec l'Europe. Force est de constater que la Russie entretient de bonnes relations avec tous, fidèle en cela à une ancienne démarche qui est de se présenter davantage comme médiateur, à l'instar de ce qui a cours en Orient. Cela signifie que Moscou entretient des relations avec des libéraux, des fondamentalistes, des monarchies et des régimes dits progressistes. La Russie a entrepris le renforcement de ses relations avec les autres pays de la région.

Les positions de la Russie dans la région prennent de la consistance, lentement, même s'il ne s'agit pas pour elle d'une zone prioritaire. Un faisceau d'indicateurs l'atteste indubitablement: les échanges commerciaux entre l'ensemble des pays du Maghreb et la Russie, les exportations de la Russie avec les pays de la région, ses importations, au cours de la période de 1999 à 2015 et la balance commerciale de 2007 à 2015⁵¹. L'intensification des flux de visites entre les responsables russes et les pays maghrébins sont une preuve de cette importance croissante. Cependant, malgré tout, la présence politique et économique russe demeure pour l'heure globalement limitée dans la région, comparée aux relations d'autres acteurs avec la région⁵², même si ce rapport russe au Maghreb est susceptible d'être utilisée comme image de puissance à l'échelle planétaire.

Le souci de la diversification paraît motiver ce que les pays du Maghreb recherchent par le développement de leurs relations avec la Russie. Il s'agit de tenter de ne pas rester prisonnier de relations avec une seule partie ou quelques parties car le monde occidental change. Le besoin d'un monde multipolaire est ressenti au Maghreb comme une nécessité. Encore convient-il de s'orienter dans cette voie sur la base d'une vision cohérente et un peu plus proactive.

Le pari maghrébin sur la Russie est d'autant plus justifié qu'elle est membre du Conseil de Sécurité, souvent présentée comme une force économique en réémergence, et aussi un producteur d'armes. Mais nombre d'analyses attirent l'attention sur la faiblesse de l'économie russe, estimée volatile, trop dépendante des matières premières, finalement peu émergente. « Tigre aux pieds d'argile », la Russie apparaît comme un pays dont les éléments de puissance sont encore peu évidents, comparés par exemple à ceux de la Chine. Durement frappée aujourd'hui par des sanctions, incapable d'utiliser dollars et euros, ses transactions avec les différents Etats sont rendues difficiles d'autant plus que les prix de ses énergies sont en baisse, que sa population diminue, elle est parfois perçue comme une puissance déclinante, voire sur le point de s'effondrer. Cette vue trop pessimiste semble faire fi de l'activisme russe et de son influence réelle sur la région.

51. Voir Annexe 1 et 2

52. Voir Annexe 3

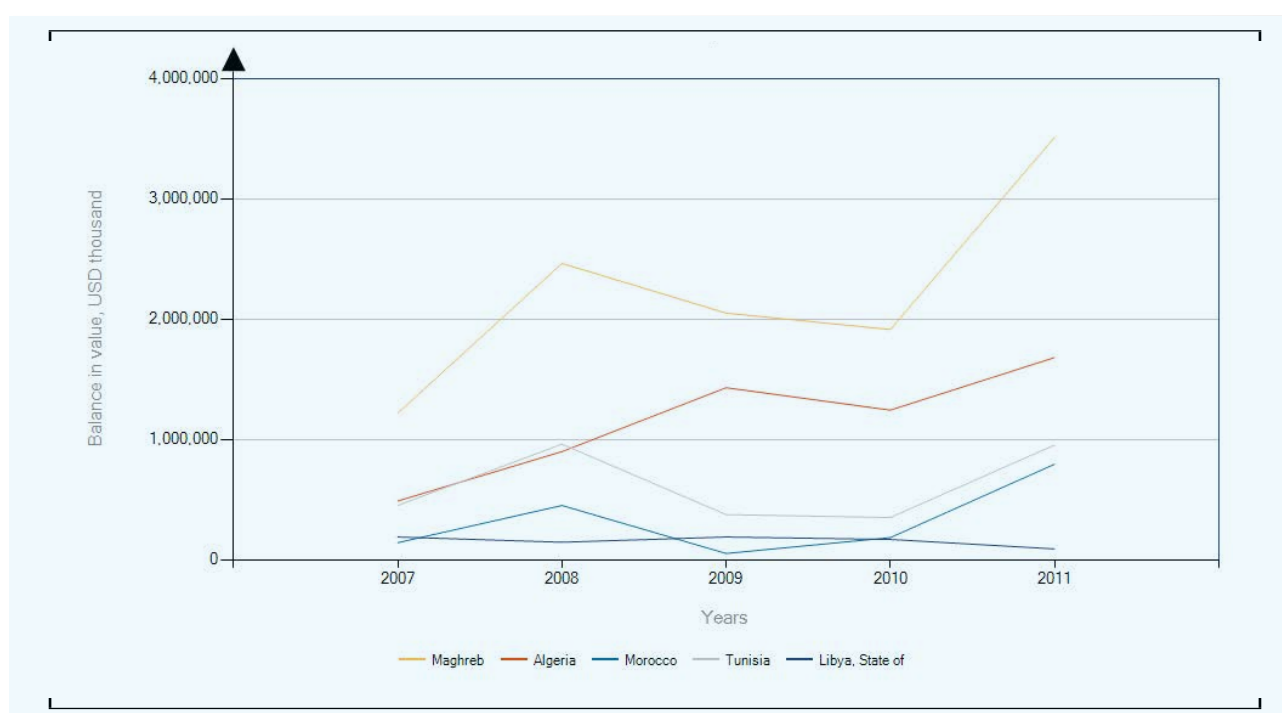
Annexe 1

Liste des partenaires du Maghreb pour un produit commercialisé par la Fédération de Russie (1000 dollar)

Partenaires	Valeur exportée en 2015	Valeur Importée en 2015
Monde	333,501,801	177,292,663
Maghreb	2,980,962	561,671
Algerie	1,975 766	5,484
Maroc	541,913	450,736
Tunisie	268,206	91,744
Libye	177,603	35
Mauritanie	17,474	13,672

Sources: ITC calculations based on Federal Customs Service of Russia statistics since January, 2015.
ITC calculations based on UN COMTRADE statistics until January, 2015.

Liste des importateurs Maghrébins pour un produit exporté par la Russie (1000 dollar)



Sources: ITC calculations based on [Federal Customs Service of Russia](#) statistics since January, 2015.
ITC calculations based on [UN COMTRADE](#) statistics until January, 2015.

Liste des fournisseurs Maghrébins pour un produit importé par la Russie (1000 dollar)

Importers	Valeur exportée en 2011	Valeur exportée en 2012	Valeur exportée en 2013	Valeur exportée en 2014	Valeur exportée en 2015
Monde	516,992,618	524,766,421	527,265,919	497,833,529	333,501,801
Maghreb	4,170,216	4,857,977	3,070,778	2,375,817	2,980,962
Algerie	1,682,938	2,781,550	1,584,801	798,501	1,975,766
Maroc	1,302,112	1,307,153	859,952	932,756	541,913
Tunisie	1,054,796	491,640	224,371	400,848	268,206
Libye	106,926	259,927	386,458	221,622	177,603
Mauritanie	23,444	17,707	15,196	22,090	17,474

Sources: ITC calculations based on [Federal Customs Service of Russia](#) statistics since January, 2015.
ITC calculations based on [UN COMTRADE](#) statistics until January, 2015.

Liste des marchés Maghrébins pour un produit exporté par la Russie (1000 dollar)

Exporters	Valeur importée en 2011	Valeur importée en 2012	Valeur importée en 2013	Valeur importée en 2014	Valeur importée en 2015
Monde	306,091,490	316,192,918	314,945,095	286,648,777	177,292,663
Maghreb	658,673	662,656	723,966	740,071	561,671
Maroc	507,876	541,080	565,581	585,762	450,736
Tunisie	100,629	102,472	137,077	130,106	91,744
Mauritanie	30,915	15,403	16,538	13,351	13,672
Algerie	2,622	3,701	4,770	9,984	5,484
Libye	16,631	0	0	868	35

Sources: ITC calculations based on [Federal Customs Service of Russia](#) statistics since January, 2015.
ITC calculations based on [UN COMTRADE](#) statistics until January, 2015.

Annexe 2

Echanges commerciaux entre la Russie et certains partenaires, en millions de dollars (1999-2014)

	1999		2003		2007		2011		2014	
	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import
UE 15	24850	16140	46995	34747	126000	82490	169000	112000	97468	96769
UE 25	34911	18615	68046	39901	162000	98239	225000	139000	122000	125000
UE 27	35793	18848	69957	40105	168000	99224	230000	141000	123000	127000
UE 28	35972	18939	70316	40183	169000	99368	231000	142000	123000	128000
Z o n e Euro	25134	15067	52597	32280	128000	78124	176000	110000	72382	97578
Chine	3527	1483	8258	5545	15167	24717	34692	45458	21701	50176
E t a t s - Unis	4714	2527	4274	2929	7312	7472	15626	10340	6140	12954
Maghreb	291	75	575	115	1649	302	4170	472	229	482

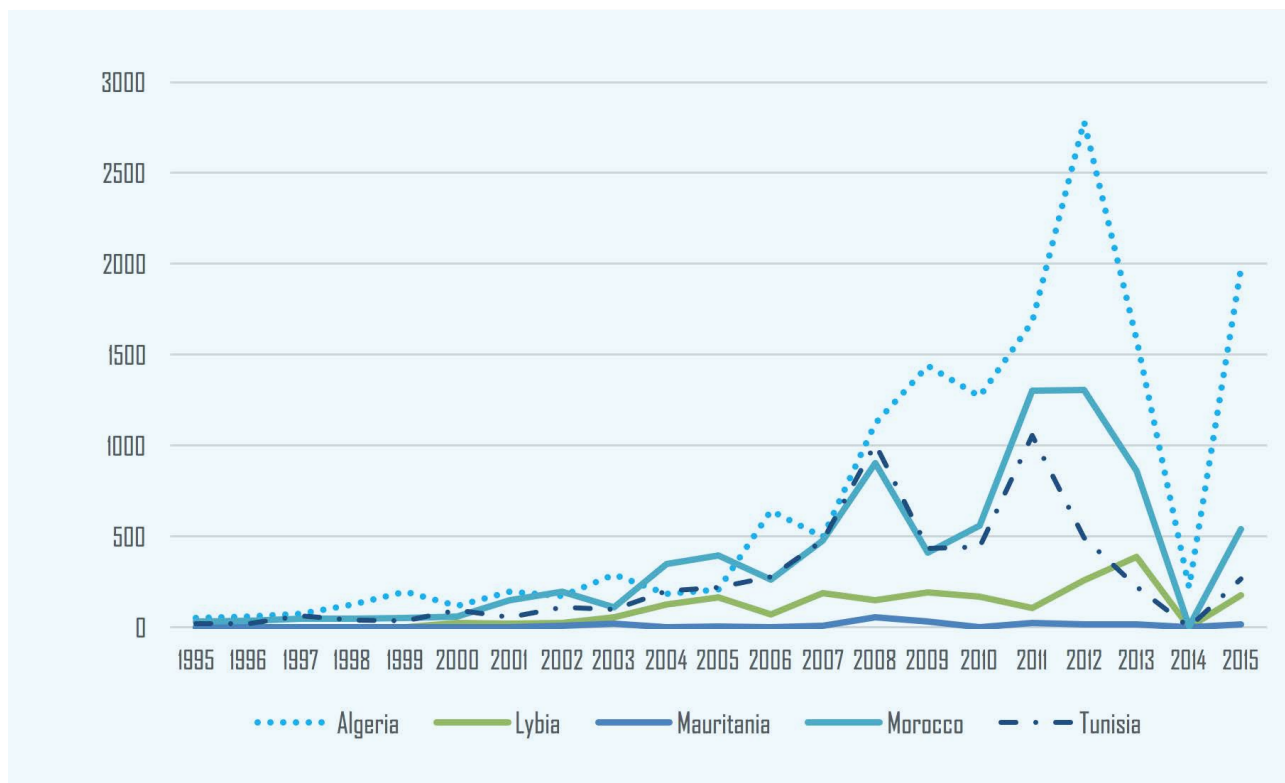
Source : Manuel de statistiques de la CNUCED 2016

Balance commerciale de la Russie avec les pays du Maghreb, en milles dollars (2007-2015)



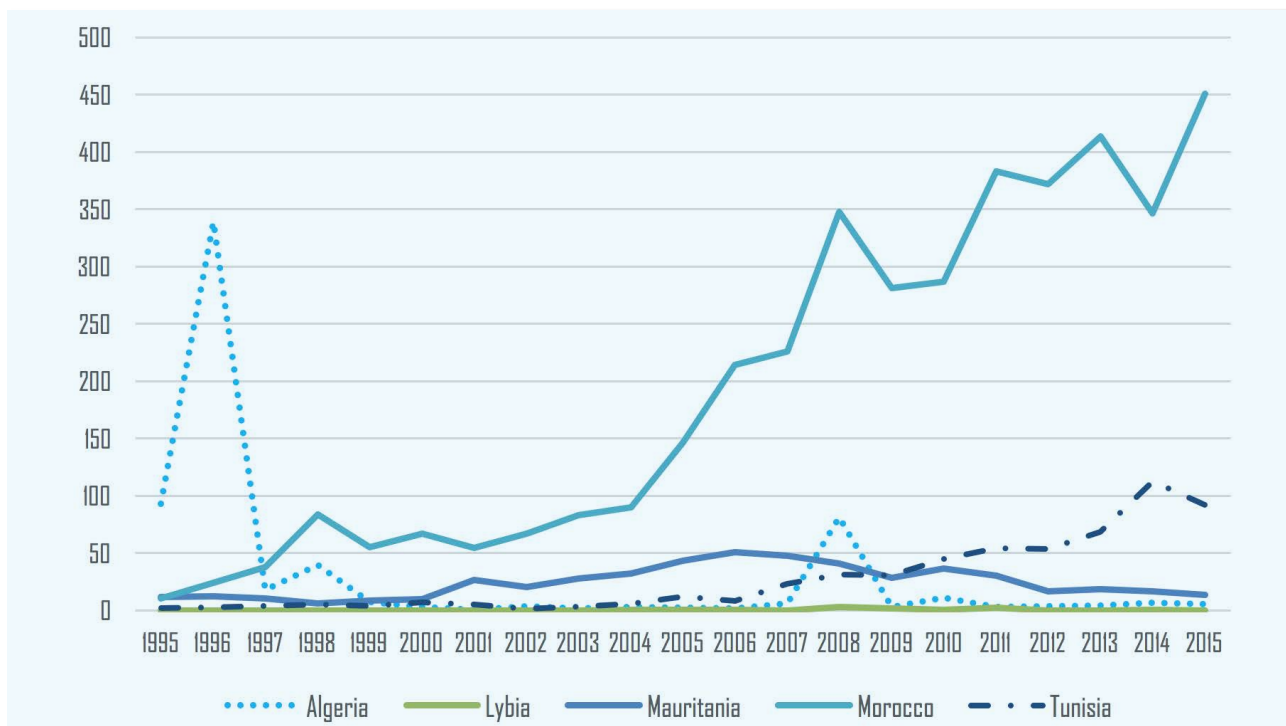
Source : Manuel de statistiques de la CNUCED 2016

Exportations de la Russie vers les pays du Maghreb, en millions de dollars (1999-2015)



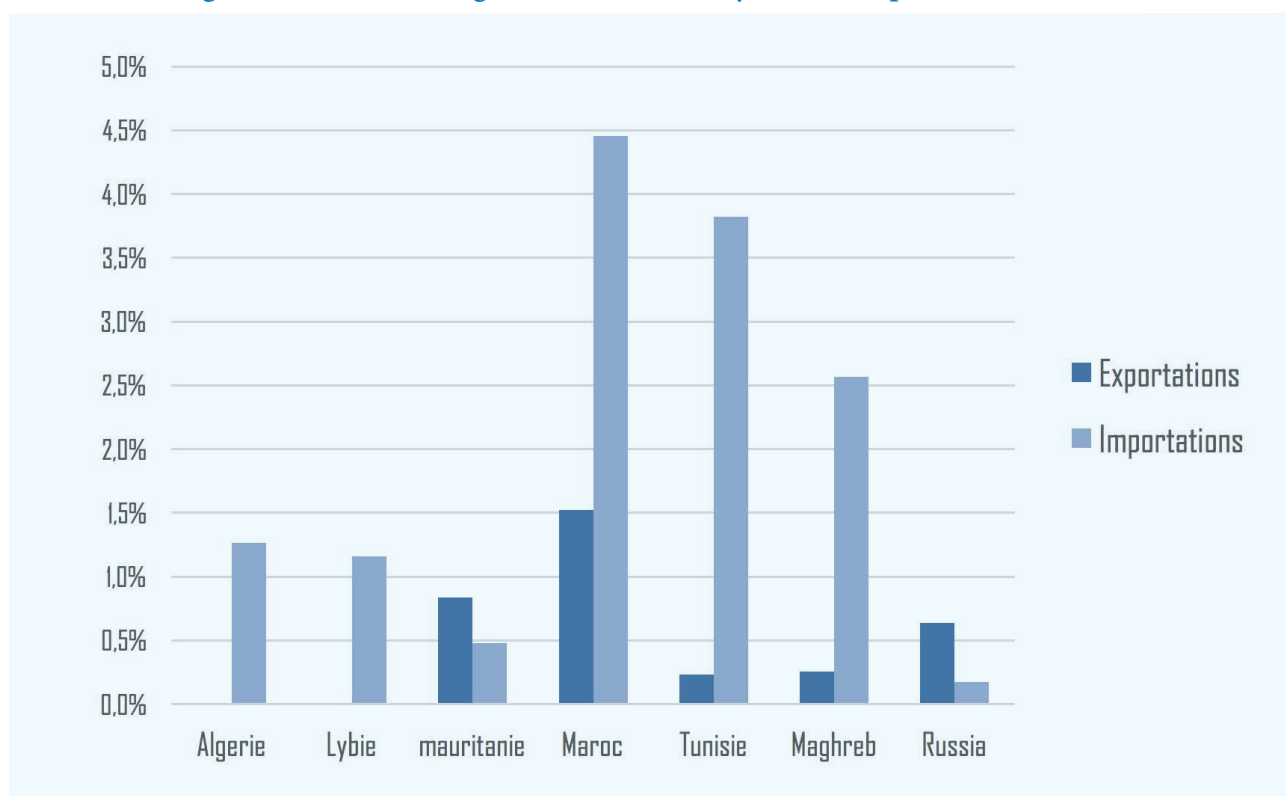
Source : Manuel de statistiques de la CNUCED 2016

Importations de la Russie en provenance des pays du Maghreb, en millions de dollars (1999-2015)



Source : Manuel de statistiques de la CNUCED 2016

Parts de la Russie dans les échanges commerciaux des pays du Maghreb, et parts des pays du Maghreb dans les échanges de la Russie (moyenne de la période 2011-2015)



Source : Manuel de statistiques de la CNUCED 2016

Annexe 3. Echanges comparés entre le Maghreb et la Russie.

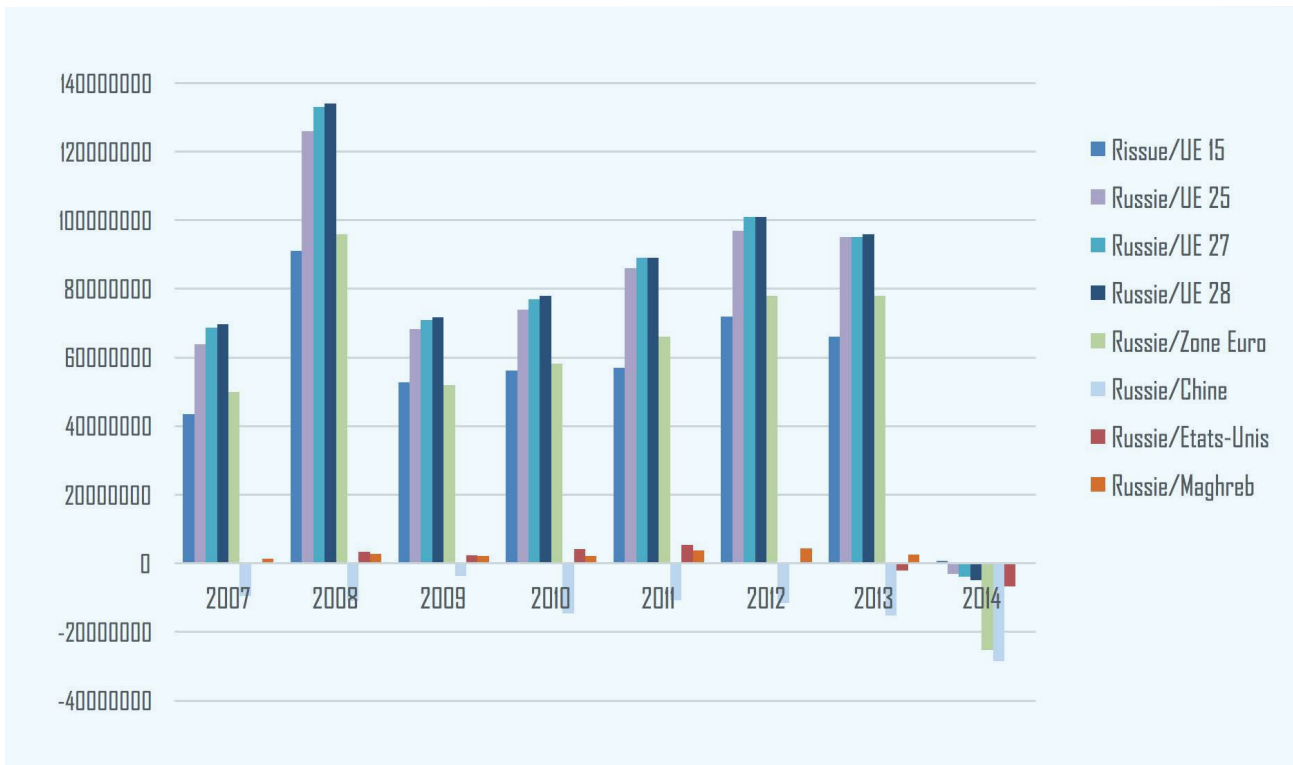
La Russie et l'Union Européenne, les Etats-Unis et la Chine

Echanges commerciaux entre la Russie et certains partenaires, en millions de dollars (1999-2014)

	1999		2003		2007		2011		2014	
	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import
UE 15	24850	16140	46995	34747	126000	82490	169000	112000	97468	96769
UE 25	34911	18615	68046	39901	162000	98239	225000	139000	122000	125000
UE 27	35793	18848	69957	40105	168000	99224	230000	141000	123000	127000
UE 28	35972	18939	70316	40183	169000	99368	231000	142000	123000	128000
Zone Euro	25134	15067	52597	32280	128000	78124	176000	110000	72382	97578
Chine	3527	1483	8258	5545	15167	24717	34692	45458	21701	50176
Etats-Unis	4714	2527	4274	2929	7312	7472	15626	10340	6140	12954
Maghreb	291	75	575	115	1649	302	4170	472	229	482

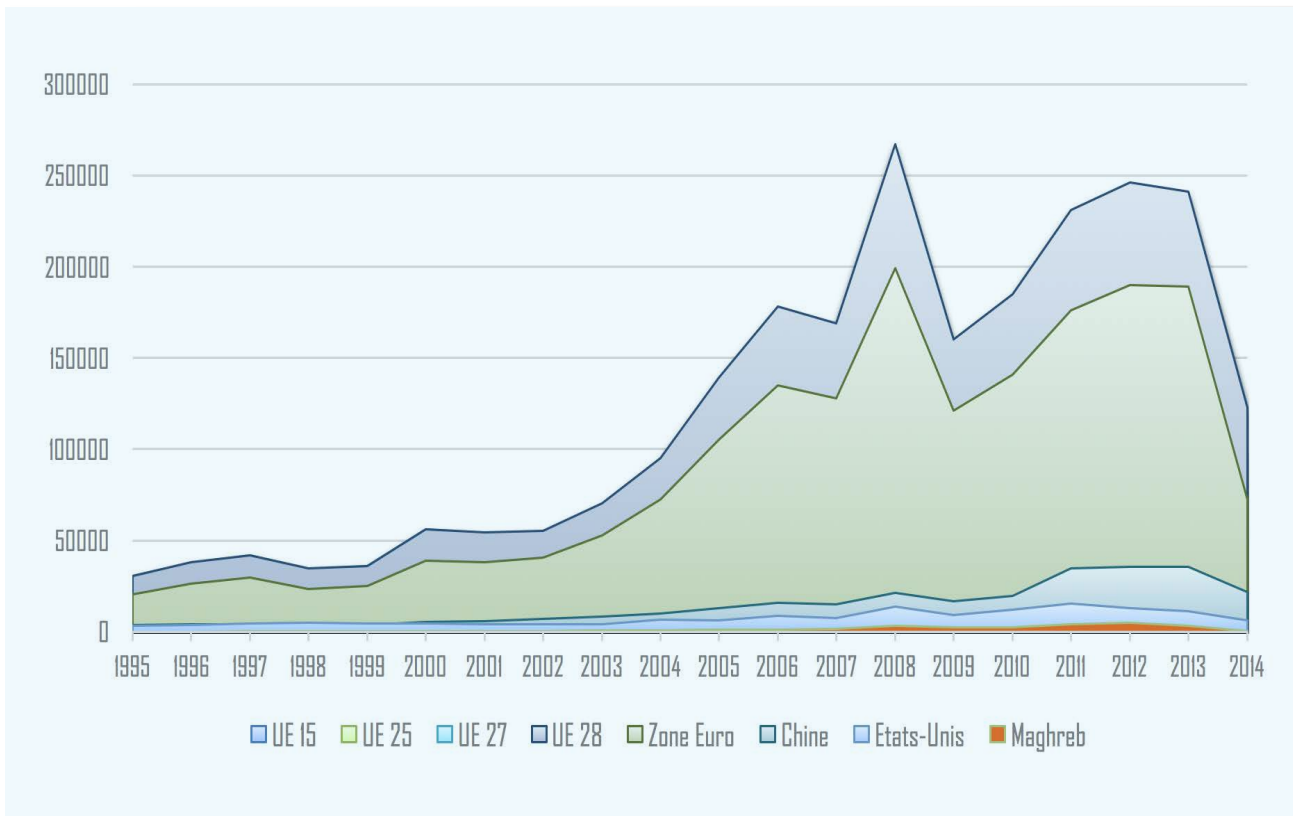
Source : Manuel de statistiques de la CNUCED 2016

Balance commerciale de la Russie avec certains partenaires, en milles dollars (2007-2014)



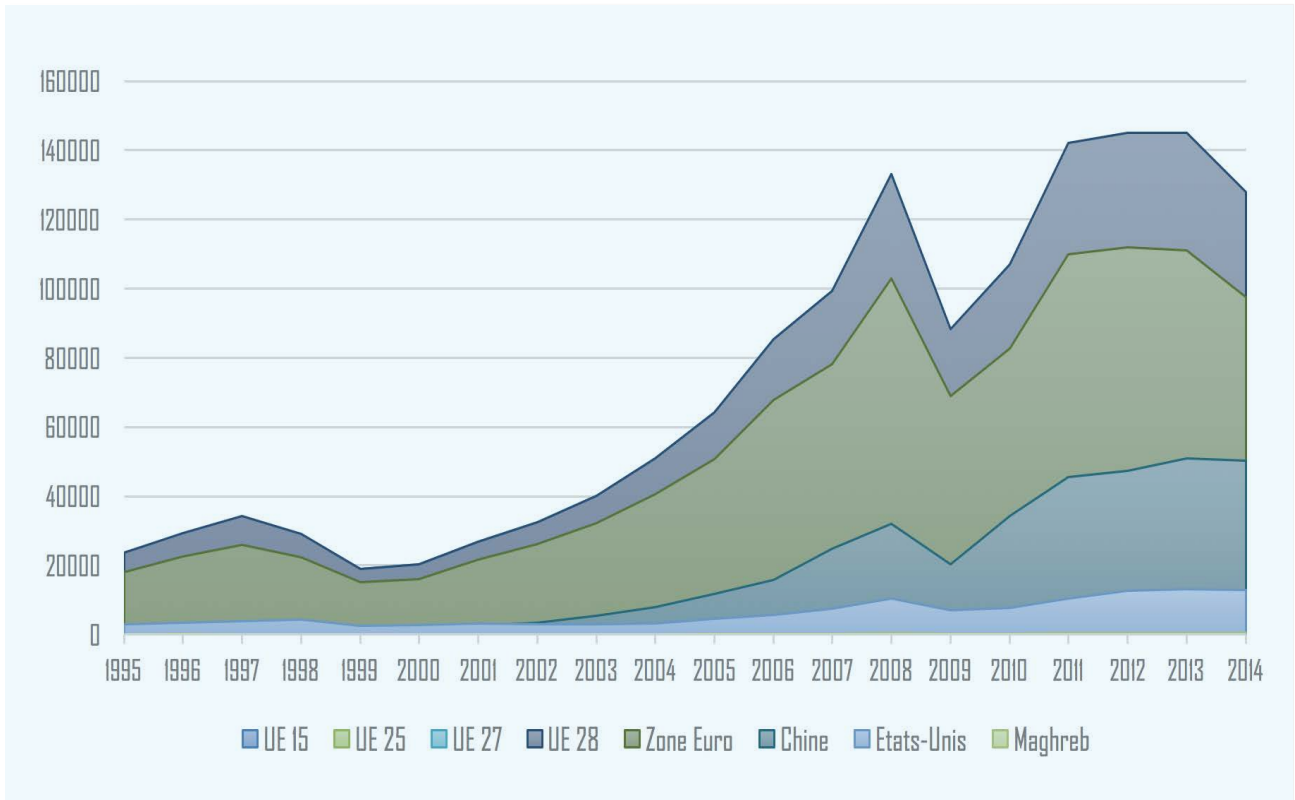
Source : Manuel de statistiques de la CNUCED 2016

Exportations de la Russie vers certains partenaires, en millions de dollars (1999-2014)



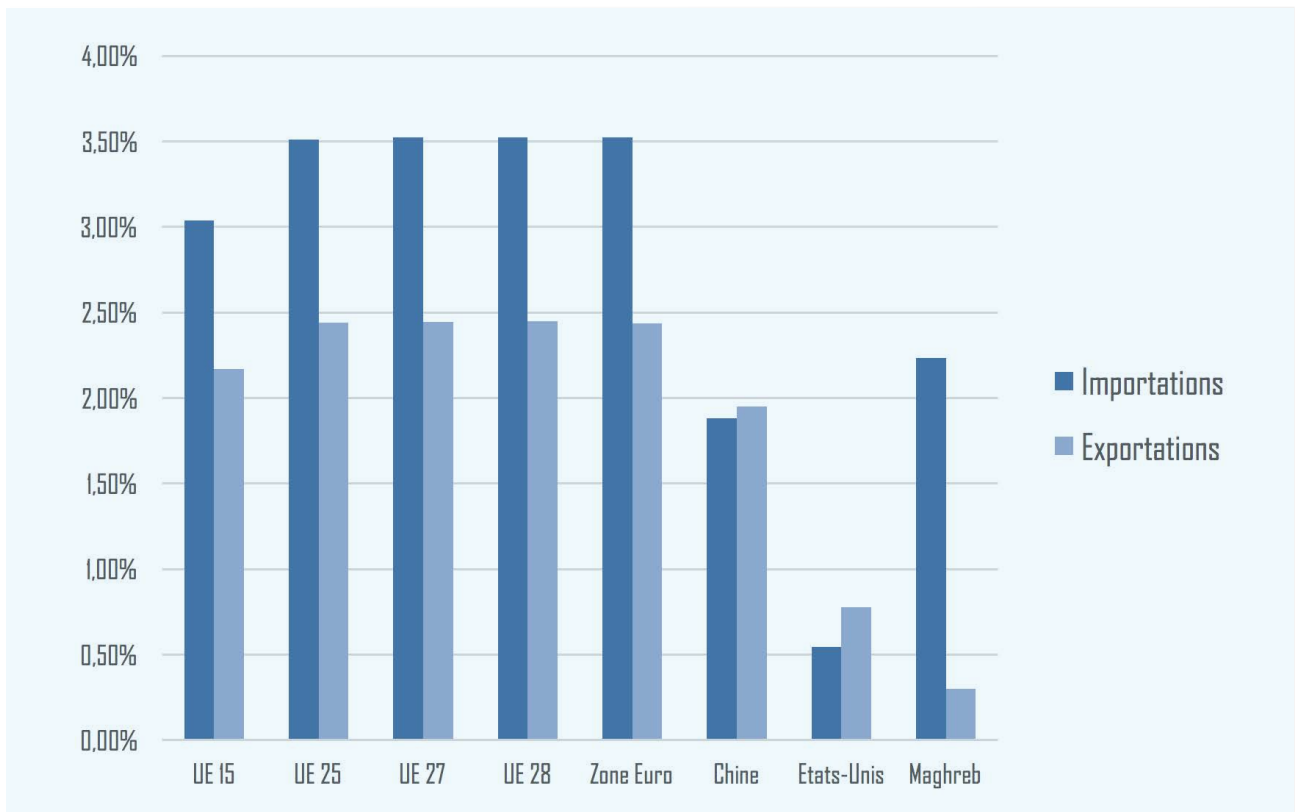
Source : Manuel de statistiques de la CNUCED 2016

Importations de la Russie en provenance certains partenaires, en millions de dollars (1999-2014)



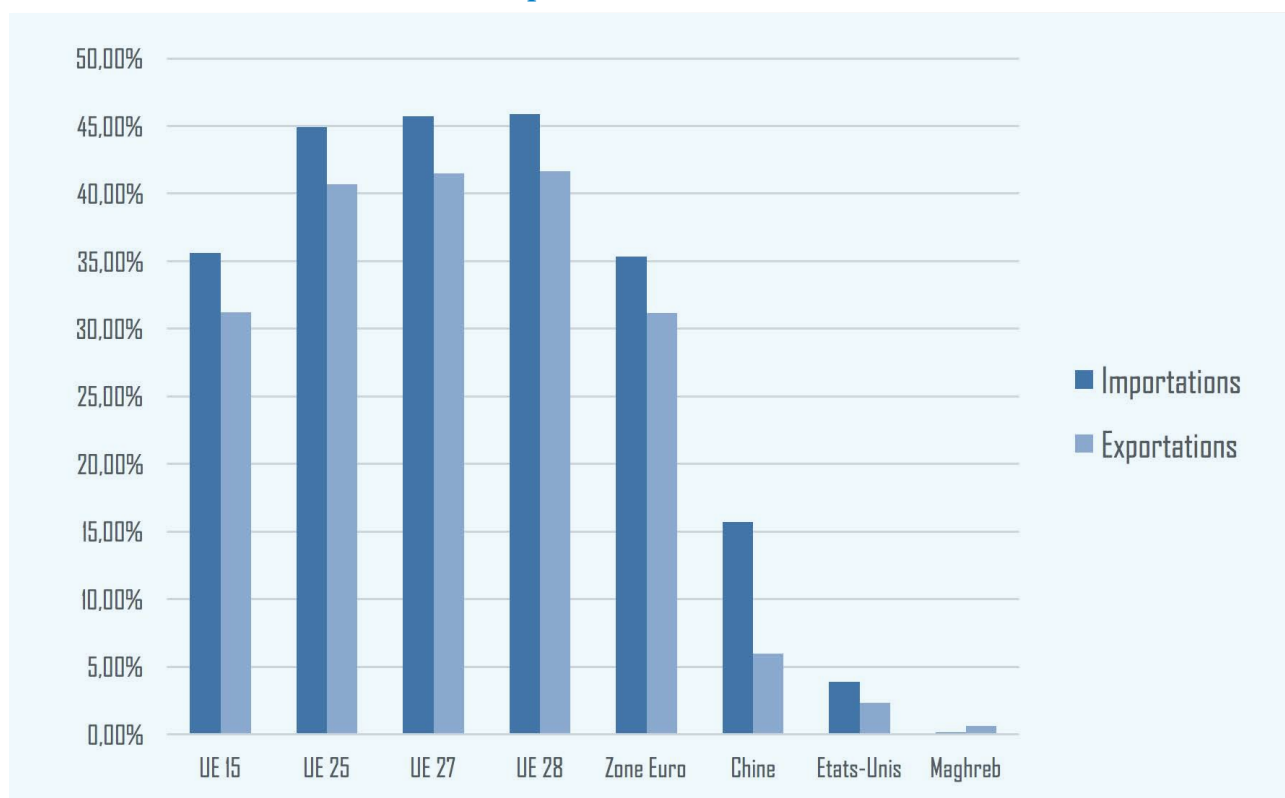
Source : Manuel de statistiques de la CNUCED 2016

Parts de la Russie dans les échanges commerciaux de certains partenaires (moyenne de la période 2011-2014)



Source : Manuel de statistiques de la CNUCED 2016

Parts de de certains partenaires dans les échanges commerciaux de la Russie (moyenne de la période 2011-2014)



Source : Manuel de statistiques de la CNUCED 2016

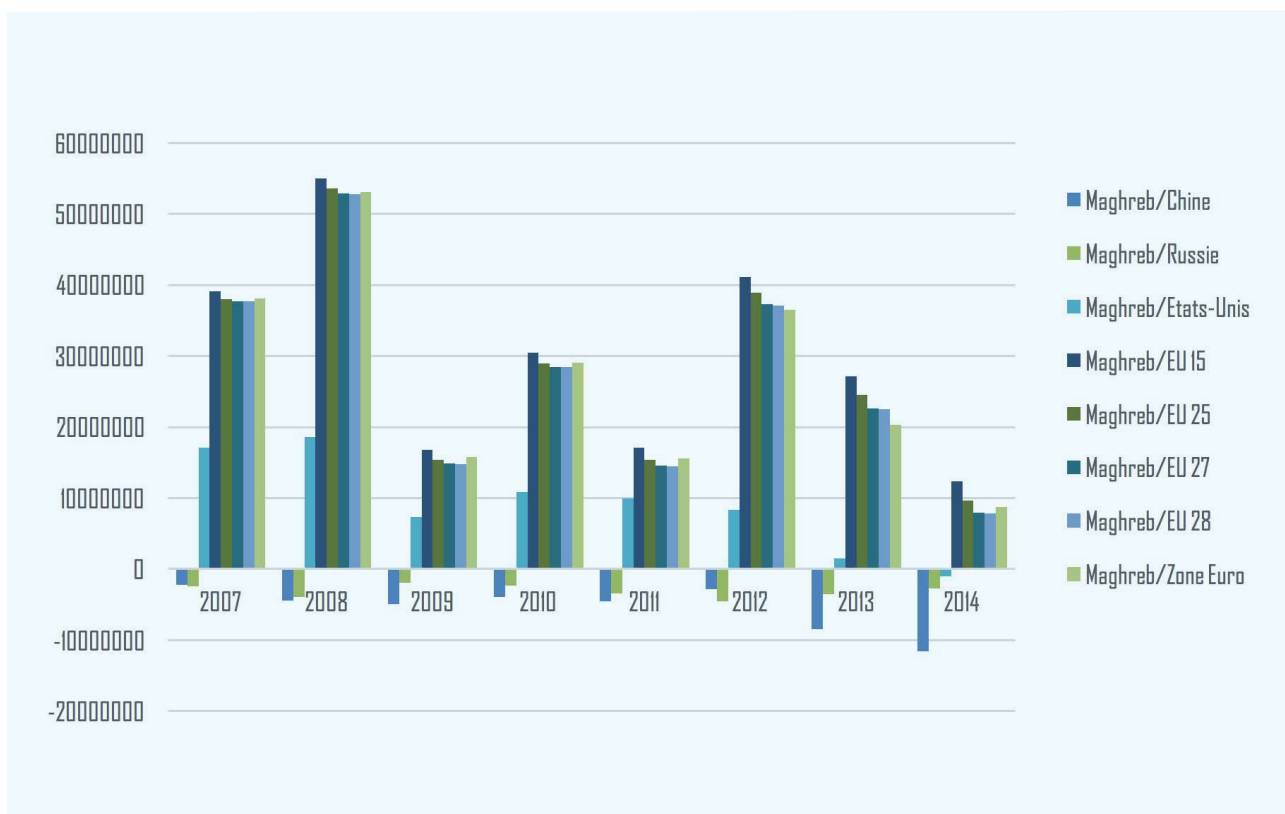
La Russie et l'Union Européenne, les Etats-Unis et la Chine

Echanges commerciaux du Maghreb avec certains partenaires, en millions de dollars (1999-2014)

	1999		2003		2007		2011		2014	
	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import
Chine	148	639	255	1364	3321	5531	5614	10169	4371	15947
Russie	55	542	89	1302	303	2695	403	3805	343	3115
Etats-Unis	2139	1915	5262	1581	22218	5105	17070	7166	6736	7763
EU 15	24689	20389	39815	26885	84124	45020	76789	59685	82782	70398
EU 25	24924	20811	40043	27450	84602	46567	77680	62347	83934	74280
EU 27	25007	20964	40068	27658	84761	47074	78002	63459	84327	76414
EU 28	25046	20976	40152	27669	84837	47114	78048	63617	84413	76550
Zone Euro	23579	18775	38222	24671	80139	42074	72302	56752	75803	67016
Monde	34107	32830	56425	43592	138000	86560	134000	126000	127000	151000

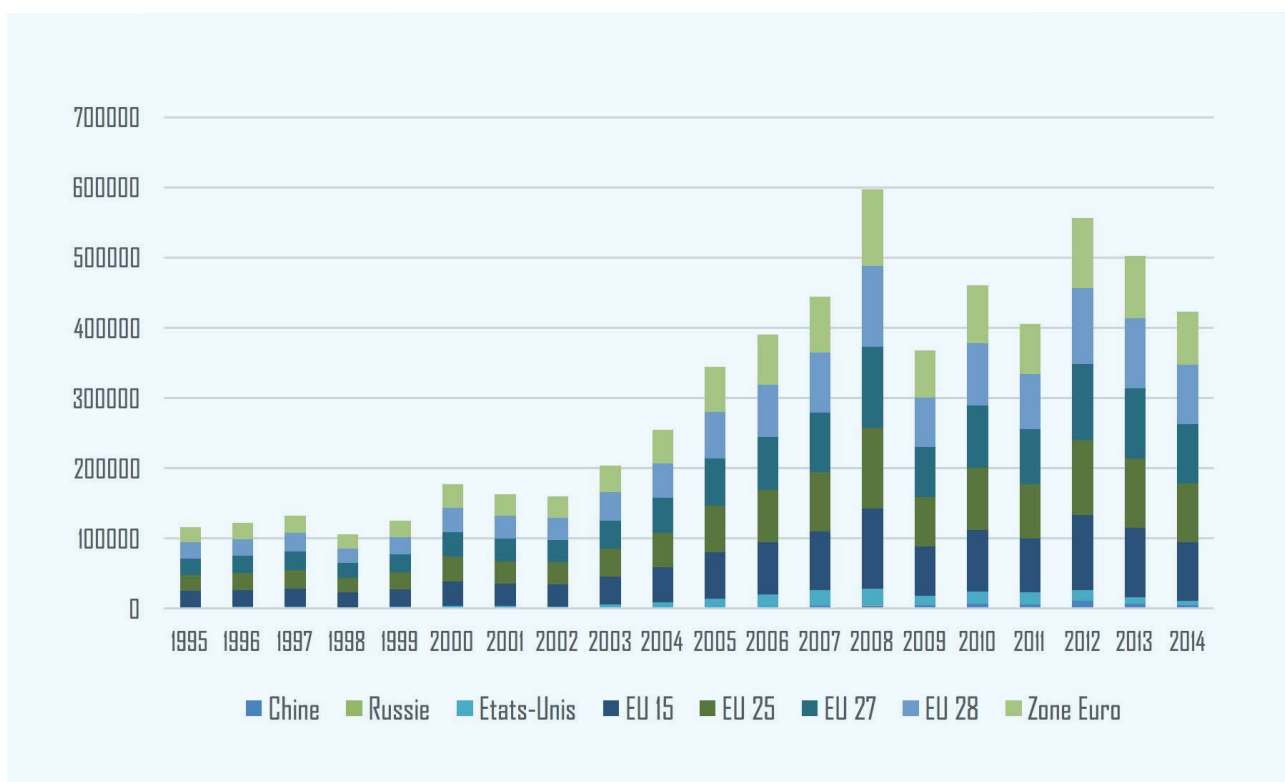
Source : Manuel de statistiques de la CNUCED 2016

Balance commerciale du Maghreb avec certains partenaires, en milles dollars (2007-2014)



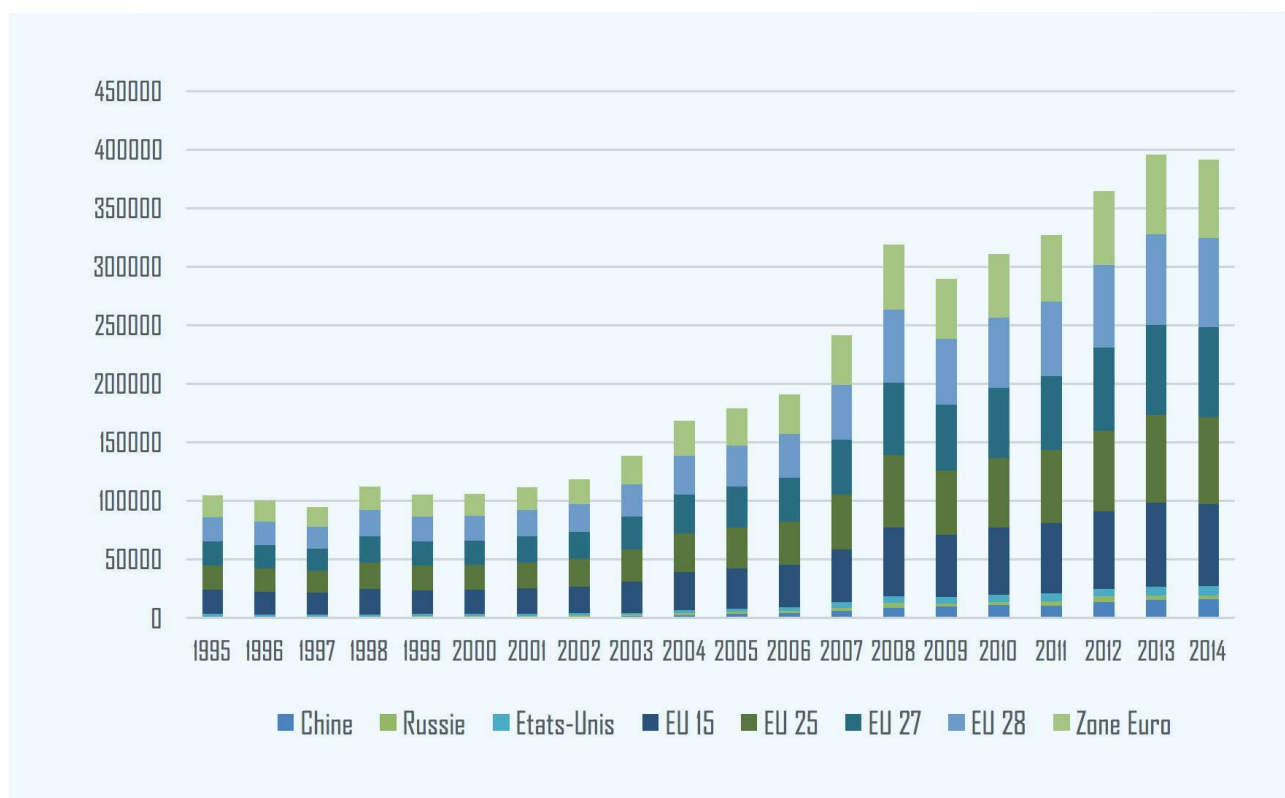
Source : Manuel de statistiques de la CNUCED 2016

Exportations du Maghreb vers certains partenaires, en millions de dollars (1999-2014)



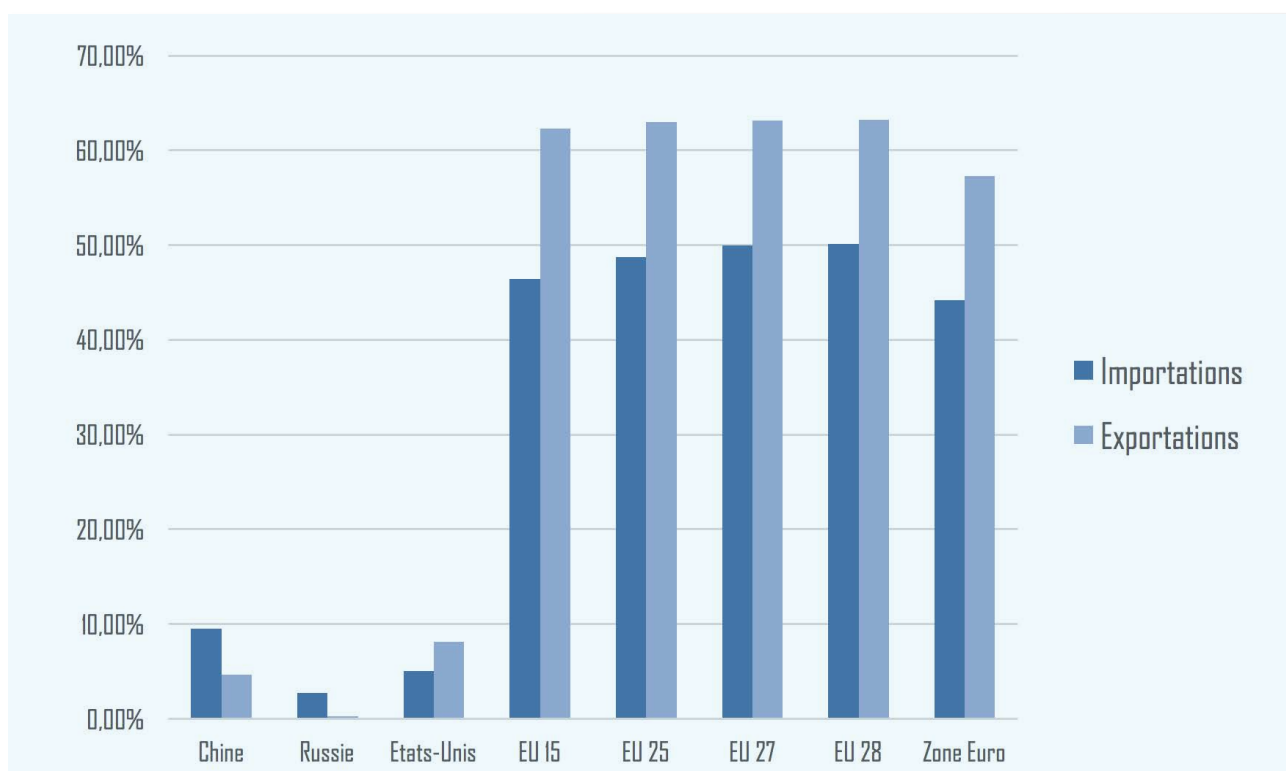
Source : Manuel de statistiques de la CNUCED 2016

Importations du Maghreb en provenance certains partenaires, en millions de dollars (1999-2014)



Source : Manuel de statistiques de la CNUCED 2016

Parts de certains partenaires dans les échanges commerciaux du Maghreb (moyenne de la période 2011-2014)



Source : Manuel de statistiques de la CNUCED 2016

Bibliographie

- Andrés, Antonio, 2006. « Les relations politiques et économiques entre la Russie et l'Afrique du Nord », Working Paper 22/2006, 7/11/2006, Real Instituto Elcano.
- Ben Abdallah, K., 1971. « La politique étrangère américaine au Maghreb de 1991 à 2004 : d'un intérêt dérivé à une implication directe », Politique Etrangère, vol36, n°5-6. Louvain-La-Neuve, Université catholique de Louvain,
- Chernitsa, Polina. 2013. « Russia complains over unfair competition in fishing industry », 22 avril, The Voice of Russia.
- Constantin, François et Coulon, Christian, « Les relations internationales de la Mauritanie » dans « Introduction à la Mauritanie » Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes, Centre d'Afrique Noire, Paris.
- Gomart Thomas, 2015. « Russie de la grande stratégie à la guerre limitée », Politique étrangère, Ifri.
- Katz Mark N, hiver 2015/2016 « Stratégie géopolitique russe en Méditerranée », Afkar/Idées, n°48
- Kozahanov Nikolay, hiver 2015/2016. « La présence russe dans un contexte global », Afkar/Idées, n°48
- « Les pêcheurs russes défavorisés portent plainte contre l'UE », 23 avril 2013, La voix de la Russie. Sputniknews.com
- Loukianov Fiodor, 2015. « La Russie, une puissance révisionniste », Politique étrangère, Ifri.
- Margelov Mikhail. 2013. «Russia's Vision for the Middle East and North Africa» Chatam House, London.
- Nocetti, Julien, 2015. « La Russie au Moyen Orient, la puissance en question », Ramsés.
- Oueld Ahmed, Semmouri. 2013, « Accords de Pêche : Ce que la Mauritanie a dit aux Russes et aux Chinois », 3 mai. Noorinfo.com
- « Pêche: Vers l'accord de trop? », 1er mai 2013, Cridem.org
- Rapport stratégique du Maroc, 1995. Centre d'Etudes et de Recherches en Sciences Sociales, Rabat.
- Saaf Abdallah, Les relations maroco-soviétiques, in Actes de la journée organisée par les lauréats des universités et instituts soviétiques, 1er novembre 1988, Faculté de Médecine et de Pharmacie de Rabat.
- Soljenitsyne, Alexandre. 1990. « Comment réaménager la Russie ? Réflexions dans la mesure de mes forces. » Paris, Fayard.



OCP Policy Center

Ryad Business Center – South 4th
Floor – Mahaj Erryad - Rabat Morocco

Website: www.ocppc.ma

Email: contact@ocppc.ma

Phone: +212 5 37 27 08 08

Fax: +212 5 37 71 31 54

ISSN N° 2421-9479

Dépôt légal N° 2015PE0055